

Projet ANR-06-PADD-016

PROPOCID

**Production des politiques et compromis
institutionnels autour du Développement Durable**

Programme ADD édition 2006

| | | |
|----------|---|-----------|
| A | IDENTIFICATION..... | 2 |
| B | RESUME CONSOLIDE PUBLIC | 2 |
| B.1 | Résumé consolidé public en français | 2 |
| B.2 | Résumé consolidé public en anglais..... | 4 |
| C | MEMOIRE SCIENTIFIQUE | 5 |
| C.1 | Résumé du mémoire | 5 |
| C.2 | Enjeux et problématique, état de l'art | 6 |
| C.3 | Approche scientifique et technique..... | 8 |
| C.4 | Résultats obtenus | 11 |
| C.4.1 | La place de la durabilité dans les trajectoires de développement sur le temps long | 11 |
| C.4.2 | Les modalités de construction des politiques nationales de développement rural durable | 15 |
| C.4.3 | Les pratiques de développement rural durable dans leurs contextes | 18 |
| C.4.4 | En synthèse | 21 |
| C.5 | Exploitation des résultats..... | 22 |
| C.6 | Discussion | 23 |
| C.7 | Conclusions..... | 23 |
| C.8 | Références..... | 24 |
| D | LISTE DES LIVRABLES | 26 |
| E | IMPACT DU PROJET | 29 |
| E.1 | Indicateurs d'impact | 29 |
| E.2 | Liste des publications et communications..... | 30 |
| E.3 | Liste des éléments de valorisation..... | 34 |
| E.4 | Contribution de l'Agriculture au Développement durable | 37 |
| E.5 | Réflexivité sur les pratiques de recherche | 37 |
| E.6 | Bilan et suivi des personnels recrutés en CDD (hors stagiaires) | 39 |

A IDENTIFICATION

| | |
|---|---|
| Acronyme du projet | PROPOCID |
| Titre du projet | La production des politiques de développement rural durable dans leurs contextes. Construction de compromis institutionnels et ajustements temporels entre le global et le local. |
| Coordinateur du projet (société/organisme) | Philippe Bonnal (CIRAD/ARENA) |
| Période du projet (date de début – date de fin) | 1/01/2007 – 30/06/2010 |
| Site web du projet, le cas échéant | http://gedmpl.cirad.fr/propocid |

| | |
|-------------------------|--------------------------|
| Rédacteur de ce rapport | |
| Civilité, prénom, nom | M. Philippe Bonnal |
| Téléphone | 04.67.61.59.54 |
| Adresse électronique | Philippe.bonnal@cirad.fr |
| Date de rédaction | 15 août 2010 |

| | |
|---|--|
| Si différent du rédacteur, indiquer un contact pour le projet | |
| Civilité, prénom, nom | |
| Téléphone | |
| Adresse électronique | |

| | |
|---|--|
| Liste des partenaires présents à la fin du projet (société/organisme et responsable scientifique) | CIRAD-UPR ARENA (Politiques et Marchés) GEMDEV UMR MOISA UMR CESAER* * l'UMR Economie Publique initialement participante est sortie en cours de projet suite au fait que son représentant ait atteint l'âge de la retraite. Ce chercheur a néanmoins poursuivi ses travaux, mais dans le cadre de l'UMR CESAER |
|---|--|

B RESUME CONSOLIDE PUBLIC

B.1 RESUME CONSOLIDE PUBLIC EN FRANÇAIS

Production de politiques publiques en milieu rural autour du Développement Durable

Comprendre comment sont produites au concret des politiques de développement rural durable compte tenu des spécificités des contextes nationaux

La notion de développement rural durable, introduite il y a une vingtaine d'années et divulguée par les institutions internationales, jouit maintenant d'un engouement planétaire. Elle oppose une conception intégrée et multidimensionnelle au modèle de croissance économique qui a influé les politiques publiques nationales depuis plus d'un siècle. Il est attendu de cette nouvelle conception de corriger les effets négatifs du passé mais aussi de poursuivre le processus de développement sur de nouvelles bases susceptibles de ne pas

hypothéquer le futur de l'humanité. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, les préceptes de développement durable s'imposent à tous les Etats, considérés comme le niveau pertinent de sa mise en œuvre. Mais comment des Etats que tout oppose (niveau de richesse, structure de l'appareil productif, nature des ressources naturelles, capacité administrative, histoire et traditions, etc.) peuvent-ils mettre en œuvre un corps unique de préceptes avec un égal succès ? Sur la base de ce questionnement, l'objectif de la recherche est de produire des connaissances sur la réalité et la nature des politiques nationales de développement rural durable ainsi que sur les entraves et les opportunités liées à l'introduction de la durabilité dans les débats nationaux sur l'agriculture et le milieu rural. Il en est attendu l'identification de points de repères nécessaires à l'approfondissement de recherche sur la durabilité en agriculture, mais aussi des éléments utiles aux acteurs engagés dans des actions de développement rural.

Une démarche de recherche en sciences sociales basée sur l'analyse comparative des référentiels d'action et des politiques publiques en milieu rural

L'approche s'inscrit dans le champ de la sociologie politique et de l'économie institutionnelle. Elle est basée sur l'analyse des politiques publiques agricoles d'un échantillon de pays, en prenant en compte la dimension temporelle (trajectoire d'évolution) et géographique (situations régionales différenciées). L'analyse est conduite en trois étapes : Une première étape porte sur la compréhension des antécédents et la place de la durabilité dans les trajectoires de développement de chaque pays. L'attention est portée sur l'évolution, dans le temps long (environ un siècle) des relations entre l'Etat et le secteur agricole en lien avec l'évolution du référentiel international du développement. La seconde étape est consacrée à la compréhension des modalités de l'introduction de la durabilité au niveau national et du processus de construction des politiques nationales de développement rural durable. Les phénomènes décrits s'échelonnent sur deux décennies. La troisième phase est l'analyse des modalités de mise en pratique des politiques de développement rural durable à l'heure actuelle. La recherche est conclue par une synthèse générale. Le dispositif de recherche est structuré à partir d'un échantillon de situations nationales contrastées : pays émergents (Brésil et Mexique), pays industrialisé (France), région européenne ultrapériphérique (Nouvelle-Calédonie), pays à économie moins avancée (Mali, Madagascar).

Les résultats de la recherche mettent en lumière le rôle clé des processus de libéralisation économique et d'insertion compétitive des Etats au cours des années 1980 – 1990 sur la capacité d'intervention des Etats et donc la mise en place du développement rural durable. Les pays de l'échantillon dont les ressources sont les plus réduites sont largement contraints d'abandonner la gestion du développement durable à des opérateurs externes, alors que pour les deux pays émergents, la durabilité constitue un enjeu de recomposition socio-territoriale du monde agricole. En France et en Nouvelle-Calédonie le développement durable n'apporte pas, pour l'heure, une contribution significative par rapport aux pratiques antérieures de développement et au regard des enjeux en cours. Il est observé également qu'en légitimant la dualité de l'agriculture, la durabilité a un effet structurel sur certaines agricultures nationales. Par ailleurs, du fait de la nature sectorielle des politiques mises en place, les principales innovations institutionnelles concernent l'articulation et la territorialisation de politiques publiques.

La recherche PROPOCID est un projet de recherche en sciences sociales, coordonné par Philippe Bonnal (Cirad), Jean-Jacques Gabas (GEMDEV, Université Paris XI) et Bernard

Roux (Inra), Les partenaires institutionnels sont le Cirad, UR Politiques et Marchés, le GEMDEV, l'UMR MOISA, l'UMR CESAER, auxquels s'ajoutent de nombreux partenaires institutionnels dans les pays du dispositif, notamment le CPDA-UFRRJ (Brésil), le CIESAS (Mexique), l'IER et l'Université de Bamako (Mali), l'ESSA et le C3EDM de l'Université d'Antananarivo (Madagascar), l'IAC et l'Université de Nouvelle-Calédonie (Nouvelle-Calédonie). La recherche a été initiée le 2 janvier 2007 et s'est achevée le 30 juin 2010. Elle a bénéficié d'une aide de l'ANR de 300.000 euros pour un coût global de l'ordre de 1.380.000 euros.

B.2 RESUME CONSOLIDE PUBLIC EN ANGLAIS

Production of public policies in rural areas around the Sustainable Development

Understanding how sustainable rural development policies are produced at national level given the specific context

The Sustainable Rural Development concept, introduced some twenty years ago and disclosed by international institutions, now enjoys a global craze. It pits an integrated and multidimensional model of economic growth that has affected the national public policy for over a century. It is expected that this new approach to correct the negative effects of the past but also to continue the development process on new bases that could not mortgage the future of humanity. Given the importance of the issue, the precepts of sustainable development are binding on all states, considered the appropriate level of its implementation. But how very different states form the point of view of the level of wealth of the productive structure, the nature of natural resources, the administrative capacity, the history and traditions, etc. can implement a single set of precepts with equal success? Based on this questioning, the objective of this research is to generate knowledge about the reality and nature of national policies for sustainable rural development as well as barriers and opportunities related to the introduction of the sustainability debate national agriculture and rural areas. It is expected to identify useful benchmarks for further research, but also useful to public actors or associations engaged in rural development activities.

A social science approach research based on comparative analysis of the action framework and public policies in rural areas

The approach is in the field of political sociology and institutional economics. It is based on the analysis of agricultural public policies of a sample of countries, taking into account the temporal dimension (evolution path) and geographical (regional situations differentiated). The analysis is conducted in three stages. The first step is to understand the antecedent and the place of sustainability in the developmental trajectories of each country. The focus is on trends in the long time (around one century) of relations between the state and the agricultural sector regarding to the changing international framework of development. The second step is devoted to understanding how the introduction of sustainability at the national level and the process of building national policies for sustainable rural development. The phenomena described range over two decades. The third step is the analysis of the modalities of implementation of policies for sustainable rural development

today. The research is concluded with a general synopsis. The search feature is structured from a national sample of contrasting situations: the emerging countries (Brazil and Mexico), an industrialized country (France), European outermost region (New Caledonia), less advanced economy countries (Mali, Madagascar).

The research findings highlight the key role of economic liberalization and integration of competitive states in the years 1980 - 1990 on the ability of States intervention in agriculture and rural development consecutively on the up sustainable rural development. It appears that the sample countries whose resources are weakest are forced to abandon the management of sustainable development to donors and NGOs. For the two emerging countries, sustainability is a real issue of socio-territorial reorganization of the agricultural world, to benefit family farmers, while in France and New Caledonia Rural Development does not contribute significantly in comparison with previous development practices. It is also observed in legitimizing the duality of agriculture, sustainability has a structural effect on certain national agriculture. Because of the predominantly sectoral policies in place, institutional innovations are mainly the joint and the territorialization of public policies.

PROPOCID is a social science research project, coordinated by Philippe Bonnal (CIRAD), Jean-Jacques Gabas (GEMDEV, University Paris XI) and Bernard Roux (INRA). The institutional partners are CIRAD, UR Policies and Markets, GEMDEV, UMR MOISA and UMR CESAER, plus numerous institutional partners in the countries of the device, including the CPDA-UFRRJ (Brazil), the CIESAS (Mexico), the IER and the University of Bamako (Mali), the ESSA and the C3EDM of the University of Antananarivo (Madagascar), the IAC and the University of New Caledonia (New Caledonia). The research was initiated January 2, 2007 and ended June 30, 2010. It has received support from the ANR of 300,000 euros for a total cost of around 1.38 million euros.

C MEMOIRE SCIENTIFIQUE

Mémoire scientifique confidentiel : non

C.1 RESUME DU MEMOIRE

Le projet cherche à comprendre les processus d'endogénéisation de la durabilité dans les politiques de développement rural et sa capacité à infléchir les trajectoires de développement rural. Il se base sur l'observation de l'évolution des politiques agricoles d'un panel de situations nationales différenciées (pays émergents, pays industrialisé, pays à économie moins avancée, région européenne ultrapériphérique). En se basant sur les outils de la sociologie politique et de l'économie institutionnelle, la recherche a été conduite en plusieurs étapes : l'analyse sur le temps long (un siècle environ) de l'évolution des rapports Etat-agriculture, l'analyse sur le moyen terme (deux décades) des formes d'introduction du développement durable au niveau national et enfin l'analyse sur le court terme des formes d'adaptation des politiques de développement rural durable. Les principaux résultats portent sur l'impact des réformes structurelles des années 1988-1990 sur la capacité d'intervention des Etats et donc sur les processus de mise en œuvre de la durabilité en milieu rural. Si les pays dont les ressources sont les plus faibles du groupe (Mali, Madagascar) ont largement délégué la mise en œuvre de la durabilité à des opérateurs extérieurs, pour les pays émergents (Brésil, Mexique), la durabilité a facilité les recompositions socio-territoriales en milieu rural. Dans d'autres cas (France, Nouvelle-Calédonie), l'impact est

réduit du fait du décalage entre la durabilité et les enjeux agricoles et ruraux majeurs. Il est observé également qu'en légitimant la dualité de l'agriculture, la durabilité a un effet structurel sur certaines agricultures nationales. Les innovations institutionnelles les plus notables, bien qu'encore incomplètes et limitées, se situent au niveau de l'articulation et de la territorialisation des politiques publiques.

C.2 ENJEUX ET PROBLEMATIQUE, ETAT DE L'ART

Cette recherche se fonde sur un double constat. Il est d'abord observé que le référentiel de développement durable a été essentiellement élaboré au niveau international, dans le cadre des conférences planétaires de l'ONU et des conventions internationales, ce qui lui confère un caractère exogène vis-à-vis des espaces nationaux où il est sensé être mis en œuvre. En second lieu, il est manifeste qu'il existe un immense décalage entre l'apparente simplicité des injonctions internationales de développement durable - défini comme étant un processus combinant l'efficacité économique, l'équité sociale et la préservation des ressources naturelles - et l'extraordinaire complexité des processus biologiques, sociaux et économiques en jeu. Ce constat soulève la question de la définition des processus de mise en œuvre du développement durable au niveau national, processus qui impliquent nécessairement une réinterprétation et une retranscription du référentiel international, la réalisation d'arbitrages et de compromis entre des acteurs aux intérêts divergents et la définition d'un processus de gouvernance territoriale. La complexité de ce processus de mise en pratique du développement durable et le manque de recettes opérationnelles pour le réaliser le place d'emblée dans le champ de la définition des politiques et actions publiques.

A partir de ce constat, et en se focalisant sur les activités agricoles et le milieu rural, la question sur laquelle est construite la recherche est la suivante : Comment produit-on au concret des politiques de développement durable au niveau national, compte tenu des spécificités économiques, sociales, environnementales et politiques du pays? Question qui elle-même induit de nombreux questionnements secondaires : Quelles sont les politiques considérées par les Etats comme relevant du développement rural durable ? Dans quelles logiques d'action globale de développement s'inscrivent-elles? Quels en sont le contenu, le *modus operandi*, les effets ? Quels sont les arbitrages réalisés entre les intérêts sectoriels et globaux ? Quels sont les processus de coordination entre le local, le national et l'international ? Quels sont les processus d'évolution de ces politiques ? etc.

Qu'il soit jugé comme un pléonasme (Hugon 2006) ou comme un oxymoron (Remy 2007), le rapprochement des mots « développement » et « durable » interroge et renvoie à des conceptions différenciées voire opposées de la durabilité (Froger, 2008), donc à son enchaînement dans le politique (Smouts, 2005) et *in fine* au caractère éminemment normatif des politiques de développement durable (Boiffin, Hubert et alli. 2004). La focalisation des pays du Nord, sur la dimension environnementale et son instrumentalisation (marché de droits, normalisation des produits), face à la revendication des pays du sud du droit au développement économique et social montre que le sens de ce rapprochement sémantique s'inscrit non seulement dans une révision des processus de développement des Etats-nations, mais qu'il est aussi profondément ancré dans les stratégies géopolitiques et commerciales nationales et régionales (Brunel op.cit.). Le développement durable s'est construit sur l'urgence de la conservation des ressources naturelles (rompre le processus de développement « minier ») mais aussi au niveau du référentiel académique, comme stade ultime de la pensée de l'économie du développement (Stiglitz, 2002). De ce point de vue, il s'inscrit en filiation de la théorie du développement, née au lendemain de la seconde guerre

mondiale, dans un contexte de guerre froide. Légitimée par la conception évolutionniste de Rostow, les théories sur le développement ont d'abord justifié l'équipement accéléré des Etats-Nations en facteurs de production et la généralisation des processus de production de type fordiste (Rist, 2007, Gabas 2008) dont les effets négatifs sociaux et environnementaux se sont rapidement manifestés. Mais, que ce soient les idées néo-malthusiennes ou celles relatives à la limitation de la croissance économique développées dans les années 1970, les contestations n'ont eu que peu d'échos auprès des Etats dont la plupart, au Nord comme au Sud, étaient engagés dans des politiques actives de développement autocentré. Les années 1980, marquée par la crise de la dette en prolongement des crises pétrolières des années 1970 et la multiplication des conférences internationales sur les effets négatifs du modèle de croissance est considérée à la fois comme « la décennie perdue » du point de vue économique et la « décennie des bons sentiments » du fait de l'inefficacité des résolutions internationales (Brunel 2004). Le rapport Brundtland (1987), qui crée le concept de développement durable en liant le droit au bien être des populations actuelles à une responsabilité collective vis-à-vis des générations futures, réussit néanmoins à renouveler la contestation du modèle de croissance. Mais, il faut attendre la Conférence de Rio (1992) et la signature des premières conventions internationales - toutes néanmoins limitées au volet environnemental¹ - pour qu'apparaissent les premiers engagements concrets des Etats en matière de développement durable.

Le corpus théorique qui en résulte, à savoir la prise en compte de trois dimensions économique, sociale et environnementale et leurs interactions, a de fait construit l'extrême complexité de ce concept et en conséquence de sa traduction en termes de politiques publiques. Derrière la définition de référence originelle et très générale du Rapport Brundtland (1987) - « Le développement durable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations future » -, les débats autour de la « soutenabilité » faible ou forte (Faucheux, Noël, 1995) et les références aux trois dimensions du développement durable (Aknin et alli, 2002) illustrent la grande diversité des approches de la durabilité. Mais, force est de constater que, au terme de la première décennie de la diffusion des préceptes de durabilité, le bilan est mince, que ce soit en matière d'environnement (Godart, 2003) ou, de façon plus large, en termes de développement (Rotillon, 2008). Dans le domaine du développement agricole, des visions conflictuelles de la durabilité coexistent, et on ne voit pas émerger de véritable communauté épistémique, au sens de Haas (1992), Smouts (2001) et Aubertin et Vivien (2006). Le principal apport de la notion de développement durable dans l'agriculture est de porter les regards vers les problématiques du long terme (Griffon 2002, Hugon 2004). Mais la question de la mise en politique de ces préoccupations du long terme reste largement inexplorée (Moustier 2004).

Puisque le développement durable relève à la fois de l'action politique et des processus de développement économique, sa mise en œuvre doit prendre en compte les réflexions sur les défaillances de l'Etat et les défaillances de marché. Il est généralement admis à l'heure actuelle, l'existence d'au moins deux types d'Etat (Laffont, 2000), à savoir un Etat dit « bienveillant », plus ou moins bien informé, dont le fonctionnement est conforme à la conception traditionnelle de l'Etat-arbitre, et un Etat dit « avec agendas privés » (Shapiro et Willig, 1990). De manière complémentaire, les analyses du rôle des institutions dans le domaine agricole, en mettant en avant l'importance du « hors-marché » et de la coordination pour l'orientation et le développement de ces systèmes, expliquent en partie les difficultés

¹ Conventions sur (i) le réchauffement climatique, (ii) la biodiversité et (iii) la désertification.

rencontrées par les politiques (Kydd et Dorward, 2004) et s'inscrivent dans une stratégie de contournement des défaillances de marché. Les notions de dépendance au sentier, de séquence, de points de bifurcation, de comportements stratégiques (Arthur 1989, Pierson 2004, Mahoney 2001, North 2005) mobilisées dans des travaux d'économistes institutionnalistes permettent de définir les principales dynamiques et contraintes qui s'expriment à un moment de l'histoire. Une telle approche historique permet de spécifier les principales dynamiques et contraintes qui pèsent sur la définition et la mise en œuvre des politiques de développement rural durable.

C.3 APPROCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

L'objectif de la recherche est d'examiner la réalité de politiques de développement rural durable dans divers contextes nationaux pour en dégager des enseignements sur le processus d'endogénéisation et son instrumentalisation en politiques publiques.

L'hypothèse centrale est que les enjeux nationaux de durabilité et les politiques publiques de développement durable résulteraient d'un processus conflictuel de négociation, de réinterprétation, d'appropriation déformante et de construction entre des acteurs situés aux différentes échelles de gouvernance. Il est également fait l'hypothèse que la forme et la stabilité des compromis qui en résultent seraient fortement déterminées par quatre facteurs : (i) les trajectoires de construction et de structuration des champs de l'action publique (avec une attention particulière à la nature et la forme des processus de décentralisation qui conditionnent la mise en œuvre de stratégies territorialisées de développement), (ii) le degré d'autonomie de l'Etat vis-à-vis de l'extérieur, qui conditionne les marges de manœuvre du politique vis-à-vis de l'économie, (iii) l'organisation de la vie publique et le degré d'asymétrie entre les acteurs sociaux qui influent sur la nature du débat social et politique et la crédibilité des compromis institutionnels et (iv) les ajustements et les compatibilités de temporalité entre les cadres institutionnels et organisationnels mobilisés pour la production et la réalisation de ces politiques. Il est enfin fait l'hypothèse que l'influence de ces facteurs conditionnerait de manière spécifique dans chaque pays, selon son histoire et ses caractéristiques économiques et sociales, le degré d'agrégation et de coordination, ou au contraire de segmentation et de fragmentation (et donc la cohérence) des politiques publiques agricoles et rurales, tant au niveau national que régional et local.

Les champs scientifiques mobilisés

La recherche s'inscrit dans le champ des sciences sociales et mobilise des concepts de l'économie institutionnelle, de l'économie politique et de la sociologie politique en prenant en compte les dimensions temporelles et spatiales des processus étudiés. La démarche de recherche s'est structurée autour de plusieurs thèmes scientifiques qui se sont affinés tout au long de la durée de vie du projet.

Le premier thème est celui de l'analyse des politiques publiques. La politique publique est entendue comme constituant l'« intervention d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du territoire » (Thoenig, 1985, 2005). La centralité donnée aux actions de l'Etat – ou à l'Etat en action (Jobert et Muller, 1987 ; Muller, 2004), affichée au début du projet et assumée par la suite n'a pas conduit néanmoins à sous-estimer les rôles et les jeux des acteurs socio-économiques qui interagissent avec l'Etat, selon diverses modalités et cadres de négociation donnant lieu à des relations plus ou moins conflictuelles. Il est reconnu l'importance des idées dans la construction de politiques publiques de développement rural durable et le fait

que ces idées s'inscrivent dans des cadres de représentation dotés d'une certaine permanence (Jobert, 1992 ; Hall, 1993 ; Muller, 2000). La démarche de recherche utilise les concepts de : « référentiels de politiques publiques » (Jobert and Muller 1987; Faure et alli. 1995; Muller 1995; Muller and Surel 1998), conçue de façon non restrictive, c'est-à-dire comme un ensemble d'idées, de valeurs, de normes ou de représentations partagées par un collectif d'acteurs impliqués à un titre ou à un autre dans des processus d'action publique. Il est par ailleurs distingué ce qui relève du référentiel global, qui correspond au paradigme dominant au niveau international durant une époque déterminée, du référentiel national-local qui oriente et polarise le jeu des acteurs nationaux. Il est également considéré que la production de politiques publiques est le résultat de processus incrémentaux qui se situent dans le temps court, durant lequel sont ajustées les décisions des pouvoirs publics en interaction, selon des degrés divers, avec d'autres acteurs internationaux et nationaux (Lindblom 1959). Il est reconnu, par ailleurs, que ces acteurs, organisés selon diverses logiques formelles ou informelles (réseaux, communautés de politiques publiques, forums, communautés épistémiques, groupes d'intérêt, etc.) peuvent intervenir de façon très variée dans le processus d'élaboration des politiques publiques (Jobert 1992; Hall 1993; Le Galès and Thatcher 1995; Le Galès 1999; Saurruguer 2003).

Sur ces bases, la recherche a mis l'accent sur l'analyse du contenu des référentiels au niveau national-local, les formes spécifiques d'adaptation/endogénisation du développement durable dans ces référentiels et leurs liens avec le référentiel global de développement. Elle accorde une place importante aux jeux des acteurs et à leur structuration. Elle est basée sur des entretiens d'acteurs, le dépouillement de la documentation disponible et la mise en regard d'études de cas, par l'analyse comparée.

Le second thème est précisément celui du comparatisme en matière d'analyse de politiques publiques². Dans une logique de recherche inductive, la démarche comparative retenue cherche à mettre en regard les processus de construction de politiques publiques observés dans des contextes nationaux distincts pour en déduire des éléments de généralité portant sur la nature et sur les raisons des convergences et des divergences constatées entre les études de cas. Compte tenu du caractère normatif des politiques observées, la démarche des trois « i » a été retenue. Celle-ci permet de comparer les politiques publiques à partir des idées qui leur sont associées, des intérêts qu'elles cherchent à servir ou à desservir et des institutions en place ou en construction qui instrumentalisent les dépendances au sentier (Hall, 1997 ; Hecl, 1994 ; Surel 1998; Palier et Surel 2005).

Le troisième thème est celui de l'insertion des politiques de développement durable dans l'évolution sur le temps long des formes d'intervention de l'Etat dans les secteurs agricole et rural, laquelle se fonde sur la mise en rapport des principaux changements dans le référentiel international du développement et leur transfert dans les contextes nationaux. L'entrée méthodologique retenue met en avant les notions de changement institutionnel (North 1990), et plus spécifiquement de dépendance au sentier (North op. cit.; Thelen and Steinmo 1992; Pierson 2000). Il a été notamment recherché d'identifier les processus de rupture (discontinuité /bifurcation) et d'ajustement réalisés dans les trajectoires de politiques publiques (Mahoney 2001) en privilégiant la lecture sur le temps long.

² Placé au centre de la méthodologie du projet de recherche, la démarche concrète a été précisée en cours de la première année, en suivant en cela les recommandations de la commission d'évaluation qui accompagnaient la notification d'acceptation du projet. Cette mise au point méthodologique a fait l'objet d'un document spécifique inclus dans le livrable « repères méthodologiques » : Il s'agit de : Maître d'Hôtel E. Le comparatisme appliqué à l'analyse des politiques publiques in Les repères méthodologiques du projet PROPOCID. Pp. 36-57.

De façon secondaire, d'autres thèmes ont été inclus dans la recherche, tel que celui du transfert de politique publique (Dolovitz et Marsh, 1996 ; Delpeuch, 2008), pour comprendre les processus d'endogénéisation du développement durable au niveau national, ou encore de l'analyse multi-niveaux (Bache, Flinders, 2004) justifié par le fait que l'élaboration mais surtout la mise en œuvre des politiques publiques sont étroitement dépendantes des formes d'organisation et d'intervention de l'Etat sur le territoire national (niveau de concertation avec les acteurs économiques et sociaux, organisation de la gouvernance, nature et rôle des institutions, etc.) et dans la société (niveau de différenciation et de ciblage).

Le dispositif de recherche

Le dispositif de recherche s'est structuré autour de trois options : une démarche comparative, une conduite séquentielle des activités et la programmation de produits intermédiaires de recherche.

Le dispositif comparatif est constitué par un panel de pays qui se différencient de par (i) la place et le rôle de l'agriculture et du milieu rural dans la société et l'économie nationale; (ii) les trajectoires d'évolution de l'action publique et leurs rôles dans la légitimation des rapports de pouvoir au niveau national ; (iii) le degré d'autonomie de l'Etat vis-à-vis des financements extérieurs ; et (iv), l'organisation de la gouvernance territoriale. Six situations nationales ont ainsi été retenues : le Brésil, la France, le Mali, Madagascar, le Mexique, la Nouvelle-Calédonie, choisies de manière à représenter des problématiques spécifiques : pays à économies avancées (France), pays émergents (Brésil, Mexique), pays à économie moins avancée (Mali, Madagascar), régions européennes ultrapériphériques bénéficiant de forts transferts publics (Nouvelle-Calédonie).

La démarche séquentielle consiste à avoir fait correspondre les groupes de recherche (WP), aux phases successives de la recherche. Outre le WP1, qui a un caractère administratif (Gestion administrative et financière du projet et harmonisation méthodologique entre les différents terrains) et le WP5 consacré à la synthèse des acquis du projet, les WP s'inscrivent en séquence. Le WP2 est focalisé sur l'analyse des formes d'intervention de l'Etat dans le domaine agricole et rural sur la longue période. Le pas de temps est de l'ordre du siècle. Il vise à expliciter les particularismes des trajectoires nationales en matière de politiques agricoles et rurales, mais aussi à dégager les éléments de généralité qui expliquent conjointement les formes et processus d'émergence de la durabilité compte tenu des matrices institutionnelles nationales. Le WP3 est centré sur la production des politiques de développement durable agricole et rural dont il s'agit d'éclairer les caractéristiques et les processus d'émergence et de mise en place au niveau national. Le pas de temps est ici de l'ordre de la décade. Le WP4 porte sur l'évolution de ces mêmes politiques en précisant les ajustements processuels à la fois dans le temps et dans l'espace en insistant sur la réalité des politiques de développement rural durable. Le pas de temps est court, il est de l'ordre de l'année, voire du mois.

Deux produits intermédiaires ont structuré la recherche. Le premier est la construction, à la fin du WP1, d'une grille comparative des trajectoires nationales des pays étudiés au regard du référentiel international sur le temps long³. Le second produit

³Les principes de la grille ont été discutés lors du séminaire de lancement (5 au 7 mars 2007). Après validation et paramétrage par les études nationales, la grille a été formalisée dans le document de synthèse WP2 : Document de travail n°7/08.

intermédiaire est la construction, à la fin du WP2, d'une grille comparative des processus d'endogénéisation de la durabilité au niveau national et de ses caractéristiques⁴.

Les différentes notes et documents du cadrage méthodologique ont fait l'objet d'un document spécifique⁵.

C.4 RESULTATS OBTENUS

La présentation des résultats de recherche sera faite selon l'organisation des WP, en respectant l'approche temporelle: (i) le temps de la construction des politiques nationales agricoles (de la fin du XIX^e siècle à nos jours) (§ C4.1) , (ii) le temps de la construction des politiques nationales de développement rural durable (des années 1980 à nos jours) (§ C4.2), (iii) la réalité des politiques de développement rural durable, les conflits et les adaptations (le temps présent) (§ C4.3). Elle se terminera par les éléments de synthèse (§ C4.4).

C.4.1 LA PLACE DE LA DURABILITE DANS LES TRAJECTOIRES DE DEVELOPPEMENT SUR LE TEMPS LONG⁶

C.4.1.1 L'évolution des politiques agricoles en lien avec celle du référentiel international du développement

Dans le cadre du WP2, consacré à l'analyse et à la comparaison des trajectoires historiques nationales, la grille comparative met en avant les principales périodes qui ont structuré l'histoire du dernier siècle des pays analysés : (i) la période du libéralisme agraire de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, (ii) la période du développement autocentré (1930-1980), la période de la rupture néolibérale (1980-1995) et la période de l'émergence du libéralisme institutionnel (depuis 1995). Il est observé que d'une manière générale, les trajectoires nationales vis-à-vis des évolutions du référentiel international sont brouillées par les discordances de temporalités entre les régimes de régulation économique et politique. Les premiers apparaissent plus sensibles aux grands changements de paradigme international, du fait en particulier des contraintes financières auxquelles sont soumis les Etats, que les régimes de régulation politique, plus autonomes, en raison, en particulier, des dépendances au sentier liées à l'histoire des Etats et de leurs dispositifs, ainsi qu'à la dimension générationnelle des changements de paradigme dans les dynamiques nationales⁷.

La période libérale de 1880 à 1930 correspond à des processus généralisés de structuration et d'intégration des marchés agricoles selon des modalités propres à chaque contexte national, ainsi qu'au renforcement de l'intégration des marchés par les échanges internationaux. Durant la période, on constate néanmoins des divergences notables opposant d'une part la France et ses colonies, dont les échanges sont endogénéisés au sein de l'Empire par une stratégie protectionniste et les pays latino-américains qui choisissent une option nettement agro-exportatrice, appuyée par des politiques fiscales et commerciales libérales. On observe également des divergences au sein des Etats concernant les dispositifs

⁴ Synthèse du WP 3 : Document de travail n°14/10.

⁵ Document de travail « Repères méthodologiques », juin 2008. Il correspond aux livrables 2.1 et 4.1 sans s'y limiter.

⁶ Ce paragraphe fait référence aux différents documents écrits pour chacun des pays de l'échantillon [Document de travail, n°1/08 (France), 2/08 (Mexique), 3/08 (Brésil), 4/08 (Mali), 5/08 (Madagascar), 6/08 (Nouvelle-Calédonie)], ainsi qu'au document relatif à l'analyse transversale (Document de travail, n°7/08). Ces différents documents correspondent au livrable 2.2

⁷ Ce déphasage des temporalités des régimes économiques et politiques dans les contextes nationaux induit des difficultés à situer les discontinuités (les "bifurcations" ou les "ruptures") et à borner de façon précise les périodes.

d'intervention publique en lien avec la capacité inégale de contrôle politique des Etats centraux sur les ajustements complexes socio-politiques régionaux et les pactes passés entre l'Etat central et les différentes composantes du secteur agricole. A l'exception de la France métropolitaine, les politiques adoptées lors de la période libérale sont porteuses d'une conception et d'une gestion duale du secteur agricole, que les politiques divisent en un secteur moderne, de type capitaliste, organisé autour d'enclaves « coloniales », et d'un secteur familial ou indigène, plus ou moins intégré au marché, sous-capitalisé et subordonné aux intérêts du précédent. Le protectionnisme agricole et la promotion de l'agriculture familiale moderne apparaissent comme une singularité française et métropolitaine en décalage complet avec ce cadre dominant.

La période du développement national autocentré (1930-1980) s'initie par la vigoureuse remise en cause des options libérales par la crise internationale des années 1930. Celle-ci conduit à un affaiblissement considérable du rôle économique et de l'influence politique des bourgeoisies agraires nationales au Mexique et au Brésil, ou du secteur agricole colonial au sein de l'empire français. Le modèle libéral de développement par l'intégration des marchés est remis en cause, alors que l'option protectionniste, orientée vers la consolidation de l'agriculture familiale, trouve une nouvelle source de légitimation. Cette évolution correspond à l'établissement (ou à la consolidation en France) de pactes "nationaux-populistes" entre l'Etat et les classes populaires, spécifiques aux contextes nationaux. La redéfinition des orientations et des dispositifs de la politique agricole correspond globalement à sa mise au service des objectifs nationaux de développement industriel et urbain. Cette orientation générale se perpétue bien au-delà de l'après-guerre et de la période des indépendances africaines ; elle se trouve justifiée par le maintien des tensions internationales qui empêchent un retour vers le modèle libéral. Les avancées techniques qui se font jour dans l'immédiat après-guerre fondent la mise en place de politiques de modernisation productiviste qui s'appuient sur des dispositifs publics largement diffusés. Les interventions foncières participent largement de la politique de modernisation et d'affaiblissement des systèmes coutumiers. L'Etat se trouve ainsi conforté dans son rôle de régulateur des évolutions du secteur agricole. Pour autant, cette phase d'interventionnisme et de régulation étatique confirme l'évolution duale des agricultures nationales, entre un secteur "moderne", encadré, objet des politiques d'assistance et de crédit, et un secteur "résiduel", qui échappe largement au cadre de corporativisation des médiations institutionnelles, et pour lequel la politique agricole s'écrit "en creux" ou sous forme de dispositifs particuliers. L'après seconde-guerre mondiale, puis les années 1960, si elles marquent des changements formels dans les régimes politiques (avec les indépendances africaines et le coup d'Etat au Brésil), ne représentent pas de remise en question du modèle de développement autocentré et d'industrialisation par substitution des importations (ISI), adopté au cours des années 1930 ; elles constituent au contraire des moments d'approfondissement de ce modèle et confirment la subordination de la politique agricole au développement du secteur urbain et industriel.

La période de la bifurcation libérale (1980-1995) marque la dissolution des politiques agricoles. Le glissement du référentiel international du développement vers le modèle néolibéral (ouverture des marchés et dérégulation des secteurs agricoles, désengagement massif de l'Etat), qui se produit dans la seconde moitié des années 1970, ne se concrétise en termes de choix et de contenu des politiques publiques dans les pays considérés qu'au début des années 1980. Les crises budgétaires associées au second choc pétrolier (1979) et la crise de la dette (qui éclate en 1982), contraignent l'ensemble des pays à adopter des plans

d'ajustement structurel (souvent imposés par les institutions financières internationales). Toutefois, la nature de la bifurcation est sujette à question : si elle est marquée au Mexique et dans les pays africains, sa réalité est moins évidente dans les territoires français (métropole et Nouvelle-Calédonie), où les marges budgétaires ménagées par la Politique agricole communautaire (PAC) et la rente minière du nickel autorisent une persistance des dépendances au sentier, ainsi qu'au Brésil, où la nature des rapports entre l'Etat et les secteurs entrepreneuriaux conduit à un approfondissement de l'ISI et à une libéralisation fortement négociée des secteurs stratégiques pour les bourgeoisies industrielle et agraire. Ces réformes se traduisent par une crise généralisée des secteurs de la production familiale qui étaient orientés vers l'approvisionnement alimentaire des marchés nationaux (mais aussi pour les filières agro-exportatrices qui bénéficiaient de taux de subvention importants, comme le secteur cotonnier au Mali). Elles ont un impact direct sur la légitimité des organisations corporatives caractéristiques du dispositif d'intervention de l'Etat et, de façon concomitante, sur l'émergence de nouveaux syndicats agricoles et d'organisations paysannes, qui trouveront des relais forts de soutien et de légitimation à travers les réseaux internationaux. Ces évolutions conduisent globalement, mais selon des modalités très différentes, au renforcement du caractère dual des secteurs agricoles nationaux, en approfondissant les différenciations entre, d'une part, les exploitations modernes, qui sont en mesure d'opérer leur insertion compétitive dans les chaînes de valeur globalisées, et, d'autre part, les secteurs sous-capitalisés de l'agriculture familiale, qui sont amenés à opérer une diversification croissante dans les activités non agricoles, le travail salarié et, de plus en plus, la migration vers les zones urbaines ou les pays du Nord. Ces divergences conduisent, à partir du milieu des années 1990, à la prise en compte différenciée de ces structures socio-économiques par la mise en œuvre de politiques d'accompagnement et de correction des externalités négatives des processus d'insertion compétitive, qui sont entreprises à partir du milieu des années 1990.

La période du libéralisme institutionnel (à partir de 1995) est marquée par la prégnance du référentiel institutionnel social-libéral, la segmentation des politiques rurales et la montée en puissance de la durabilité. A partir du début des années 1990, les échecs observés dans les processus de libéralisation (ampliation des phénomènes de pauvreté, inégalités, violence, etc.) sont attribués à l'existence d'imperfections de marchés et conduisent à un intérêt nouveau pour la mise en place d'institutions capables d'accompagner le développement des marchés et d'en corriger les externalités négatives. La question de la gouvernance émerge de concert avec ce constat pour rendre compte des asymétries de pouvoir dans le développement de ces externalités, donnant lieu à une réhabilitation du rôle de l'Etat dans l'accompagnement des processus d'ajustement et de libéralisation. Les fonctions régulatrices réassignées à l'Etat concernent deux dimensions principales, qui s'accordent au nouveau *credo* de la gouvernance : (i) d'une part, l'accompagnement des processus d'insertion dans le marché par la production de biens publics (dotation en infrastructures, information, formation, renforcement des capacités humaines et institutionnelles); (ii) d'autre part, la correction des externalités négatives du modèle libéral de développement, via la mise en œuvre de politiques compensatoires (soutiens aux catégories les plus fragiles, "filets de sécurité"⁸, mais aussi aide à la compétitivité par la modernisation et la compensation des asymétries de marché). Mais ces

⁸ A certains égards, la lutte contre la pauvreté peut être considérée comme relevant de la catégorie des externalités, celles liées aux conséquences négatives du modèle de croissance...

nouvelles fonctions régulatrices ne s'accompagneront pas d'investissements dans le secteur agricole. L'émergence sur l'agenda de politiques publiques des questions environnementales relève aussi de la prise en compte des externalités négatives du modèle de développement productiviste. Avec une hiérarchisation variable selon les pays, on retrouve ainsi une palette d'attributions qui sont de nouveau attachées à l'action publique, et qui renvoient au corpus qui, parallèlement, émerge autour de la notion de développement durable : protection sociale, conservation environnementale, bonne gouvernance, appui à l'insertion compétitive. Dans l'ensemble des situations nationales, l'émergence de ces attributions demeure cependant subordonnée au cadre dominant de l'insertion compétitive dans les chaînes de valeur globales et relativement peu sur des productions céréalières à vocation de satisfaction du marché intérieur (mil-sorgho par exemple au Mali). La multiplication des cadres institutionnels et opérationnels de production de l'action publique a également pour effet relativement général de conforter les tendances historiques d'évolution duale des secteurs agricoles nationaux. Les écarts se creusent entre d'une part une frange d'agriculture (tant familiale qu'entrepreneuriale) intégrée aux marchés, jouant sur les gains de productivité nécessaires à l'insertion internationale croissante ou au contraire profitant encore de niveaux élevés de protection et qui fait l'objet de politiques spécifiques d'appui, et, d'autre part, une "masse" d'agriculteurs paysans, qui se voit proposer une assistance de type social ou un rôle de conservation environnementale et culturelle. Au total, les nouvelles thématiques de l'action publique s'attachent à corriger les déséquilibres sociaux, territoriaux et environnementaux, qui se sont construits lors des phases antérieures du développement national, mais que la rupture néolibérale a exacerbés. La prise en compte des asymétries socio-territoriales et des impacts environnementaux résultant du modèle productiviste, la mise en avant de formes de gouvernance décentralisées et d'une plus forte territorialisation des processus de construction des politiques publiques, qui conjointement proposent une intégration d'acteurs qui étaient auparavant exclus de la décision publique, renvoient à des éléments centraux du discours de la durabilité.

C.4.1.2 Un ancrage de la durabilité dépendant des modalités spécifiques de la bifurcation libérale

L'observation des trajectoires des politiques agricoles et rurales des six pays étudiés révèle une extrême diversité. En se limitant aux deux dernières périodes caractérisées par la bifurcation libérale puis sa modulation partielle par des mécanismes institutionnels, l'étude comparative révèle que les expressions que revêtent les politiques agricoles et rurales sont modelées dans chaque pays par le jeu combiné de la force du corporatisme paysan, des stratégies commerciales des acteurs dominants du secteur agricole, de la capacité des Etats à financer leurs propres politiques et du fait qu'historiquement les politiques agricoles aient constitué ou pas un facteur légitimant de la construction des Etats.

Ainsi, dans les années 1980, les six pays étudiés se différencient en deux groupes : d'un côté ceux dont la transition libérale a été marquée et brutale : Mexique, Mali, Madagascar, de l'autre les pays où cette transition a été négociée, voire où elle n'a pas eu lieu (Brésil, France, Nouvelle-Calédonie).

En fait, les processus de transition nationaux ne s'inscrivent pas dans un modèle unique et ils n'ont pas été synchrones dans tous les cas. Deux moments critiques se distinguent : le premier est celui des années 1980, avec le passage plus ou moins négocié et progressif vers un modèle libéral de développement ; le deuxième est celui des années 1990, avec l'abandon ou, au contraire, la réhabilitation plus ou moins poussée des politiques

agricoles et rurales abandonnées précédemment. Les deux orientations « libération brutale » et « abandon-réhabilitation des interventions rurales » ne sont pas réductibles l'une à l'autre, la libération commerciale des années 1980 pouvant être plus ou moins radicale et être suivie ou non d'un désengagement de l'Etat dans les domaines agricole et rural au cours des années 1990. La comparaison rapprochée de pays proches d'un point de vue du niveau de développement économique est illustrative à ce propos. Comparant le Mexique et le Brésil, on constate que le premier s'est engagé plus tôt et de façon plus radicale que le second dans le libéralisme, en raison de l'épuisement du système corporatiste qui structurait l'action de l'Etat facilitant une montée en puissance des agro-exportateurs. Les enjeux sociaux et politiques liés au secteur paysan ne permettaient pas à l'Etat d'abandonner la paysannerie justifiant de maintenir des politiques agricoles et rurales segmentées et différenciées. Au Brésil, le modèle développementaliste sous l'effet du pacte entre l'Etat et les bourgeoisies (industrielle et agricole) va se maintenir tout au long des années 1980, alors que la démocratisation va permettre à l'agriculture familiale de s'organiser et de revendiquer le maintien de son autonomie tout en négociant son incorporation dans le jeu politique. Les modalités de libéralisation sont fortement négociées et donne lieu à une agriculture duale. Dans les cas du Mali et de Madagascar, le processus de libéralisation est plus comparable. Il est profond et radical dans les deux cas, bien que Madagascar ait, d'une certaine façon, réhabilité dans les années 1990 ses politiques d'intervention directe sur les marchés expliquée, en partie du fait de la tradition d'intervention publique de ce pays et de l'importance de l'agriculture dans la formation du PIB national. La France et la Nouvelle-Calédonie ont été peu concernées par le processus de libéralisation. Ces différences entre les pays quant aux modalités et à la temporalité de la transition libérale et ses implications en termes de politiques agricoles sont explicatives, comme nous le verrons dans les prochains paragraphes, de la divergence des capacités nationales de mise en œuvre du développement durable.

C.4.2 LES MODALITES DE CONSTRUCTION DES POLITIQUES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT RURAL DURABLE⁹

Une fois positionnée l'émergence de la durabilité dans le contexte du libéralisme institutionnel et mise en évidence la diversité du processus de libéralisation au niveau des Etats, se pose la question de l'identification des formes et du contenu des politiques de développement rural durable. Parmi les six situations nationales étudiées, on observe des similarités et mais aussi des divergences profondes entre les dispositifs concrets mis en place.

C.4.2.1 Convergences et divergences des politiques nationales de DRD

Un premier élément de convergence tient à **l'antériorité et à la prévalence des préoccupations environnementales sur celles de développement économique et social en milieu rural**. Dans chaque pays de notre échantillon, le souci de contrôler les impacts environnementaux du développement économique s'est exprimé très tôt, parfois dès les années 1930, donnant lieu à un interventionnisme de l'Etat. A partir des années 1980, la préoccupation environnementale s'est encore accrue, stimulée de l'extérieur par les grandes conférences internationales (Stockholm, Rio) et de l'intérieur par les acteurs sociaux

⁹ Ce paragraphe est relatif au WP3. Les documents par pays qui s'y rapportent sont : les documents de travail N°8/08 (France), N°9/08 (Mexique), N°10/08 (Brésil), N°11/08 (Mali), N°12/08 (Madagascar) et N°13/08 (Nouvelle-Calédonie), ainsi que la synthèse transversale: Document de travail N°14/10. Tous ces textes se rapportent aux livrables : 3.1, 3.2 et 3.3.

organisés, sensibilisés par les catastrophes naturelles (notamment la sécheresse au Mali ou au Brésil). Ces pressions exogènes et endogènes ont donné lieu à la mise en place de dispositifs de protection environnementale (aires protégées) et de mesures réglementaires. La prévalence de la dimension environnementale sur les dimensions sociale et économique est marquée avec force à Madagascar, mais aussi au Mali, au Brésil et en Nouvelle-Calédonie. Des effets d'inversion sont même perceptibles, notamment au Mali, où il a été estimé que la pauvreté devait être combattue non pas tant au titre du développement social mais surtout pour lutter efficacement contre la dégradation des ressources naturelles. Par contre, la prévalence de l'environnemental est moins marquée au Mexique et en France en raison de la force des corporatismes paysan et agricole agissant en défense des intérêts économiques et sociaux des agriculteurs.

Le souci d'opérer des rééquilibrages sociaux et territoriaux constitue un second point de convergence, bien qu'il s'exprime de façon plus ou moins marquée selon les cas. Dans tous les pays, y compris la France (avec les politiques en faveur des zones défavorisées), s'affiche une volonté politique de réduire les foyers de pauvreté rurale et la marginalité territoriale. En cela, les politiques de développement durable s'inscrivent bien dans une perspective de correction des externalités négatives générées par les modèles de développement antérieurs. Dans le cas du Brésil, les processus de différenciation sociale et territoriale remontent même à la période libérale de la fin du XIX^{ème} siècle voire à la période coloniale. En Nouvelle Calédonie, les différenciations sociales (entre les populations d'origine européenne et mélanésienne) et territoriale (entre le sud d'une part, le nord et les îles d'autre part) résultent directement de la période coloniale. Dans les faits, le rééquilibrage social signifie que l'Etat affiche un souci d'accorder un intérêt pour les « *laissés pour compte* » de l'histoire, et leurs agricultures¹⁰. Le rééquilibrage territorial, quant à lui, prend des formes plus variées : il peut être lié à l'attribution d'aides aux agriculteurs localisés dans les zones marginalisées eu égard à des critères géographiques ou économiques (cas de la France), à l'encouragement d'initiatives locales et de projets collectifs, à un renforcement des services publics dans les zones qui en sont dépourvues, etc. Du fait de ce souci de rééquilibrages multiples, les politiques mises en place –généralement considérées comme relevant du développement durable - tendent à correspondre à des « bouquets » de politiques publiques segmentées faiblement coordonnées. La segmentation de l'intervention publique renvoie à la fois à une diversification des cibles et des thèmes d'intervention (qui devient spécifique à un segment social ou à un territoire); des instances de décision (apparition d'instances autres que le Ministère de l'agriculture, légitimes en milieu rural) et des niveaux de mise en œuvre des politiques. L'intégration des objectifs de durabilité pose donc des problèmes nouveaux de coordination.

Si les situations nationales ont en commun d'avoir intégré le développement rural durable dans le discours politique, elles se différencient entre elles de par les modalités et l'intensité de la mise en œuvre de la durabilité

Une première différenciation entre les pays est liée à **la temporalité de l'introduction du référentiel de développement durable**. Le développement durable s'insère dans le cadre politique national à des dates différentes. En prenant comme critère de comparaison l'apparition du vocable « durabilité » dans les textes politiques généraux, on constate que l'insertion du référentiel du développement durable s'est faite de manière plus précoce à

¹⁰ Le « rééquilibrage » économique, social et territorial est explicitement inscrit, sans être plus précisément défini, dans les statuts récents négociés localement et avec la France.

Madagascar que dans les autres pays, où cette insertion est effectuée après la conférence de Rio. Toutefois, cette « insertion précoce » à Madagascar n'a pas pour autant donné lieu à une inflexion des politiques agricoles et rurales ni à la mise en place d'une politique intégrée qui fasse référence aux trois piliers du développement durable. En faisant un parallèle entre l'émergence et la consolidation du référentiel du développement durable au niveau international et son appropriation par les différents pays et territoire on observe trois situations contrastées, suivant quelle se situe en prolongement : (i) du rapport Brundtland en 1989 (Madagascar), (ii) : de la conférence de Rio en 1992 (Brésil, Mexique et France), (iii) du sommet de Johannesburg en 2002 (Mali, Nouvelle Calédonie). Entre ces trois situations, il apparaît une certaine évolution de la pensée sur le développement durable, laquelle passe progressivement d'une préoccupation conservationniste focalisée sur l'environnement à une conception plus globale en termes de processus de développement. Par ailleurs, les décisions inscrivant le DD dans les politiques agricoles et rurales n'interviennent qu'au cours de la seconde moitié des années 1990 : Madagascar (1997), Mexique (1995), Brésil (1996), France (1999). Seuls le Mali (2005) et la Nouvelle Calédonie (2007) se situent en décalage.

Selon les pays, **le contenu attribué aux politiques de développement durable** varie nettement. Dans certains cas, à l'instar de la Nouvelle Calédonie, le contenu ne va pas au-delà d'une discrète référence au développement durable. Dans les autres cas, la référence est appuyée et donne lieu à une profusion de textes et de législations *ad hoc* sans pour autant qu'ils soient systématiquement traduits en actes. Selon les situations, l'endogénéisation du référentiel de durabilité peut soit être limitée aux objectifs politiques généraux (Mali, Nouvelle-Calédonie), soit, au contraire donner lieu à la production d'instruments concrets de politiques publiques (Madagascar, Brésil, Mexique, voire France).

Une autre divergence importante entre les dispositifs nationaux est **le degré de liaison existant entre le développement durable et le développement rural**. A Madagascar au Mali et en Nouvelle Calédonie, les politiques de développement durable apparaissent en relative déconnexion des thématiques agricoles et rurales au contraire des autres situations nationales.

C.4.2.2 La réalité des politiques de développement rural durable

La qualification des convergences et divergences conduit à distinguer deux situations vis-à-vis du processus d'endogénéisation du développement durable au niveau national et de sa traduction en acte. Une première situation correspond aux pays qui ont saisi le référentiel du développement durable pour refonder une partie de leurs politiques agricoles et rurales que ce soit au niveau du contenu, des publics cibles ou encore des mécanismes de coordination des programmes et des actions. Une seconde situation est celle des pays qui bien qu'ayant incorporé le référentiel du développement durable dans le cadre politique national, ne l'ont pas utilisé pour autant pour modifier de façon substantielle leurs politiques agricoles et rurales. Cette segmentation peut être mise en correspondance avec les forces à l'œuvre dans le processus de transfert du référentiel du développement durable vers les cadres politiques nationaux. Ainsi, les pays dans lesquels le développement durable n'a conduit qu'à une modification à la marge des politiques nationales sont ceux pour lesquels le transfert de politiques publiques tend à être imposé, motivé par l'exercice d'une ou plusieurs force(s) extérieure(s) : il peut s'agir de l'emprise des bailleurs de fonds sur la définition des politiques nationales mais aussi des grandes ONG internationales (cas du Mali, de Madagascar, voire dans une moindre mesure de la Nouvelle-Calédonie et du Brésil, en Amazonie), il peut également s'agir de stratégies des firmes, telles que les mines en

Nouvelle-Calédonie, ou des dispositions réglementaires des organisations supranationales (Europe). A l'autre bout du spectre, les pays dans lesquels le référentiel du développement durable a conduit à une modification réelle des politiques nationales sont ceux pour lesquels le transfert est davantage volontaire, lié à l'exercice d'une force de contestation intérieure, et à une réelle appropriation du référentiel du développement durable par les acteurs sociaux : il peut s'agir des organisations syndicales agricoles et rurales agissant seules, ou plus souvent dans le cadre de réseaux nationaux avec des relais internationaux plus ou moins affirmés. (Brésil, Mexique).

Mais la dichotomie « transfert volontaire - transfert imposé » est loin d'être stricte: les observations révèlent au contraire que l'expression que prend le développement durable, quel que soit le cas considéré, renvoie simultanément à l'existence de forces internes et externes. Au Mali, malgré le caractère exogène et contraignant de l'adhésion au développement durable, des producteurs agricoles et leurs représentants se sont emparés du référentiel du DD pour négocier le contenu de la loi d'orientation agricole de 2006. De même, à Madagascar, un mouvement actif de promotion du développement rural durable a émergé, fortement appuyé par les milieux associatifs et universitaires. A l'opposé, au Mexique, les premières mesures relevant du développement durable correspondaient à des conditionnalités requises pour la signature de l'accord de libre échange commercial avec les Etats-Unis en 1992 et donc à l'exercice d'une force extérieure. La situation est proche au Brésil, qui a cherché à construire sa légitimité au niveau international en mettant en place des programmes environnementaux au moment de la conférence de Rio. De même, la France a longtemps été réticente à la mise en œuvre de politiques de développement durable (résistance de la profession agricole) et s'est bornée à appliquer, avec un certain retard, les directives européennes. L'exemple néo-calédonien montre que la situation n'est pas figée, puisque la place du développement durable dans le débat territorial et provincial (Province Nord) a considérablement progressée au cours de trois dernières années et pourrait donner lieu à brève échéance à des actions concrètes dans différents secteurs d'activités en milieu rural (tourisme, pisciculture, activités agricoles, minières, etc.).

C.4.3 LES PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT RURAL DURABLE DANS LEURS CONTEXTES¹¹

A l'heure actuelle, dans les différents pays observés, les enjeux de DRD communs aux différents terrains analysés peuvent se décliner selon les trois piliers du développement durable : (i) Les enjeux environnementaux, vecteurs privilégiés d'entrée des préoccupations du développement durable dans les espaces nationaux, qu'ils résultent d'une simple traduction ou d'un prolongement des conventions internationales, se déclinent entre politiques de préservation et d'exploitation ; (ii) Les enjeux sociaux, liés au poids de la pression démographique, des rapports de pouvoir entre l'urbain et le rural et de la structure sociopolitique de l'agriculture, engendrant des politiques parfois contradictoires de soutien de l'agriculture familiale et/ou de l'agriculture entrepreneuriale, ou encore de l'agriculture vivrière et/ou de l'agriculture de rente ; (iii) Les enjeux économiques, relatifs aux stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté, qui se déclinent pour certains pays entre sécurité alimentaire et insertion compétitive. La combinaison de ces enjeux couplés à la

¹¹ Ce paragraphe est relatif au WP4. Les études par pays qui s'y rapportent sont les suivantes : document de travail n° 16/10 (France), 17/10 (Mexique), 18/10 (Brésil), 19/10 (Mali), 20/10 (Madagascar), 21/10 (Nouvelle-Calédonie), ainsi que la synthèse du WP4, document de travail n°22/10. Ces documents correspondent aux livrables : 4.4 et 4.5.

nature des rapports de dépendance des Etats vis-à-vis de l'extérieur, génèrent des situations de mise en œuvre du développement rural durable au niveau national très diverses.

Les dispositifs de développement rural durable ne sont généralement pas explicites. Leur identification et labellisation se sont effectuées sur la base de la prise en compte d'une vision intégrée des dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable. Cette requalification des politiques est donc une étape importante de la recherche, mais aussi de la construction du discours au niveau national, où des politiques de DRD ont été affichées, dans les années 2000, souvent à partir de politiques sectorielles préexistantes.

C.4.3.1 Une réalité contrastée

Ainsi, au-delà du discours, affirmé dans tous le cas, la mise en politique du DRD varie-t-elle fortement entre les pays de notre échantillon, que ce soit du point de vue des dispositifs d'action, des moyens mobilisés, des mécanismes de gouvernance introduits ou de la mobilisation des acteurs sociaux. Trois situations contrastées sont identifiables.

(i) Au Brésil et au Mexique, le développement rural durable constitue un enjeu social et politique indéniable, même si la plupart des politiques en jeu sont sectorielles. La durabilité est mobilisée pour renforcer les processus de développement socio-territoriaux en milieu rural. Elle a donné lieu, de façon spécifique dans chacun des deux pays, à une réflexion sur les modèles d'action, à la structuration d'un dispositif territorialisé d'intervention et à l'affectation de ressources publiques. De ce fait, elle participe aux recompositions en cours en milieu rural.

(ii) En France et en Nouvelle-Calédonie, le développement rural durable a une moindre consistance. En France métropolitaine, les politiques de développement rural durable, largement insufflées par le niveau européen, sont orientées d'abord par une préoccupation environnementale, instrumentalisée par l'éco-conditionnalité. Le débat sur la durabilité agricole, bien réel au sein de la société, est néanmoins dominé par celui concernant l'érosion de la population agricole, ce qui place le centre d'intérêt des organisations professionnelles agricoles non pas sur le développement rural (2^e pilier de la PAC), mais sur le soutien du revenu des agriculteurs (1^{er} pilier). En Nouvelle-Calédonie, la place et le rôle de DRD est également discret dans les recompositions du monde rural, dominées par les enjeux statutaires autour de l'émancipation et du « destin commun ». Les mesures qui sont créditées- les codes de développement provinciaux et les opérations groupées d'aménagement foncières (OGAF) – préexistaient à l'émergence du développement rural durable et sont donc largement requalifiées.

(iii) Au Mali et à Madagascar, les politiques de développement rural durable sont en partie obérées par la faible capacité d'intervention de l'Etat – largement expliquée par les effets des plans d'ajustement structurels - et l'ampleur des défis socio-économiques à relever. A Madagascar, la crise politique rend inopérant le dispositif de décentralisation et de participation sur lesquels sont construits les stratégies de DRD. Au Mali, c'est la crise du secteur cotonnier – et donc de l'économie nationale dans son ensemble - qui bloque les interventions publiques, créant une situation inédite, puisque, à bien des égards, les dispositifs les plus ancrés dans la durabilité ne sont pas les dispositifs actuels, mais ceux qui prévalaient durant la période précédente¹². Dans les deux pays, devant l'incapacité d'intervention de l'Etat, ce sont les bailleurs de fond et les ONG internationales qui prennent

¹² On peut d'ailleurs faire la même remarque pour la France, à un moindre niveau, puisque les Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE), mis en place à la fin des années 1990, impliquaient une intégration des dimensions de la durabilité plus poussée que les Mesures Agro-environnementales Territorialisées (MAET) actuelles.

en charge le DRD selon une intensité et des modalités bien éloignées des véritables enjeux démo-économiques et environnementaux.

C.4.3.2 Les défis de la mise en pratique des politiques de DRD

Les dispositifs de développement durable sont constitués par divers ensembles de politiques publiques, relevant de trois types de registres : (i) des mesures sectorielles, dans le domaine social, économique environnemental, appliquées de façon isolée ou (peu) coordonnée, (ii) des mesures conservationnistes (aires protégées, règles d'éco-conditionnalité) et, dans quelques rares cas, des dispositifs de services environnementaux, (iii) des incitations au développement territorial via des guichets de financement de projets collectifs. A noter également quelques expériences intéressantes de transformation d'initiatives locales - régionales de la société civile, en politiques publiques à caractère national (tel, par exemple, le programme un million de citernes, au Brésil, visant à généraliser sur l'ensemble du territoire national les actions de l'Articulation du Semi-aride, ASA Nordeste, construit et conduit par les acteurs de la société civile). Ces dispositifs d'intervention donnent lieu à des conflits de différentes natures : de référentiel d'action, d'intérêt, de temporalité (entre le temps du politique, des projets, et des résultats), de gouvernance (entre la gestion du développement durable d'une part et les processus de l'administration publique et l'intervention des ONG et les bailleurs de fond, d'autre part), de coordination spatiale entre les acteurs publics et socio-économiques localisés aux différentes échelles de gouvernance. Ces divers registres de conflit se déclinent de façon spécifique dans chaque contexte national. Néanmoins, malgré la diversité des situations, la mise en pratique du DRD montre la prééminence de deux défis majeurs interdépendants. Le premier a trait aux territoires d'action et le second à l'articulation des politiques publiques.

La définition des territoires d'action du DRD constitue un domaine d'expérimentation institutionnelle actif qui, dans certains pays (Mexique, Brésil) génère un débat de société tout à fait inédit. Le processus de territorialisation qui semble implicite dans celui de la mise en œuvre intégrée des dimensions du DD est porteur de remise en cause de la structure du pouvoir et de l'organisation de l'Administration publique. Il revêt deux formes bien distinctes : la territorialisation de politiques publiques, par le jeu de la déconcentration et de la décentralisation et la construction de territoires *ad hoc*. Dans certains pays, le processus est relativement masqué du fait que le DD est localisé au niveau de l'exploitation agricole et que sa gestion est assurée par une administration territoriale (France) ou du fait de l'enchâssement du DD dans des territoires de gestion agricole préexistants (Mali). Dans les pays à structure fédérative (Brésil, Mexique), la définition de territoires d'action ensemence un débat plus large sur la structure de la répartition du pouvoir et de la définition de niveaux intermédiaires de gestion placés entre le municipale et l'Etat fédéré, qui s'apparente en quelque sorte du débat lié à l'intercommunalité en France.

L'importance du débat sur l'articulation de politiques publique est liée d'une part au caractère intégré des dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable, et d'autre part au fait que celui-ci est traité en grande partie par des politiques sectorielles et différenciées. La coordination des politiques est traitée soit par le biais de l'éco-conditionnalité, soit par la création de cadres institutionnels territoriaux dont la capacité d'action est liée à son degré d'autonomie ce qui renvoie au degré de décentralisation de l'Administration publique. De ce point de vue, chacun des six pays de l'échantillon présente des expériences spécifiques et riches d'enseignements. C'est notamment le cas au Brésil où les Territoires de la Citoyenneté (TC), construits à l'échelle supra-municipale

constituent à la fois un dispositif de concentration de politiques publiques pour réduire la pauvreté rurale et de coordination (avec un inégal succès) d'articulation territoriale de politiques sectorielles.

C.4.4 EN SYNTHÈSE¹³

Au terme des études de terrain, l'enjeu de la réflexion est de revisiter les questions fondatrices de la recherche concernant les processus concrets d'endogénéisation de la durabilité au niveau national ainsi que la capacité du développement durable à rénover les politiques agricoles et rurales nationales et infléchir les trajectoires de développement en milieu rural.

Il convient en premier lieu de revenir sur le paradoxe qui caractérise le référentiel international sur le développement durable. Constitué d'un ensemble d'idées et de préceptes généraux, ce référentiel n'a pas donné lieu à des prescriptions contraignantes en matière de développement rural autres que celles portées par les conventions internationales sur le climat, la biodiversité et la lutte contre la sécheresse. Le paradoxe tient au fait que ce consensus « mou », s'est imposé progressivement aux Etats, par le biais de la production continue de normes, de diverses origines (publiques ou privées, internationales ou nationales), qui tendent à influencer de façon structurelle les économies rurales (Rousseau et Zindeau, 2007). Ces normes sont saisies par des acteurs diversifiés (bailleurs de fonds, ONG, organisations syndicales, associations, gouvernements, etc.) pour les mettre en politique ou en pratique dans le cadre d'actions collectives selon leurs propres stratégies et représentations du monde. L'existence même de ce paradoxe s'explique en partie par le fait que le développement durable se situe dans le prolongement de l'explicitation à la fois des contradictions du fordisme (externalités environnementales) et du libéralisme radical (externalités sociales).

L'examen des six situations nationales montre que le processus de mise en politique du développement durable est pratiquement toujours basé sur des programmes sectoriels, relativement disjoints, composés d'une part de programmes environnementaux conservationnistes et d'autre part de programmes de développement socio-économiques, éventuellement pondérés par des mesures d'éco-conditionnalité, orientés par la préoccupation, variable selon les contextes nationaux, de lutte contre la pauvreté et l'inégalité ou de défense du revenu des agriculteurs. Dans les situations les plus favorables des tentatives de coordination territoriales sont expérimentées.

Il ressort également du rapprochement des contextes nationaux que la mise en œuvre de la durabilité a contribué à légitimer la dualité de l'agriculture, induite par les modèles de développement antérieurs. Libéralisme et durabilité vont se combiner pour offrir les arguments nécessaires au renforcement des deux types d'agriculture. L'agriculture productiviste, capitaliste et/ou patronale est légitimée dans ses fonctions d'approvisionnement d'aliments (au niveau mondial) et de participation à la création de richesse au niveau national et trouve dans la durabilité une source de production de normes rénovant les règles de la compétitivité¹⁴, alors qu'émerge une agriculture familiale plurielle, décomplexée, dont la légitimité réside dès lors dans la reconnaissance de ses fonctions sociales et environnementales. Ainsi, si l'émergence de la durabilité dans les politiques agricoles n'a pas créé la dualité de l'agriculture, elle a contribué à la renouveler en

¹³ Ces éléments de synthèse font référence au livrable 5.1, correspondant au document de travail 23/10.

¹⁴ en intégrant des conditionnalités sociales et environnementales d'accès aux marchés

élargissant le champ des opportunités pour les acteurs de chaque catégorie. Cependant, pour les agriculteurs familiaux cet élargissement du possible est borné, voire annihilé, dans les pays les plus affectés par la transition libérale à la fin des années 1980, notamment les pays sous ajustements structurels. Dans ce cas, les régulations politiques cèdent en partie le pas aux régulations domestiques (diversification des activités, salariat, migrations régionales ou internationales) et sont caractéristiques d'une agriculture en crise.

En conclusion, le développement durable est une réflexion sur la viabilité de l'homme par rapport au potentiel d'exploitation de la nature lui-même en liaison avec la construction d'un mode de répartition de la richesse beaucoup plus digne et respectueux des droits humains. L'analyse des cas étudiés montre bien que les politiques agricoles sont marquées de l'empreinte de la durabilité mais à des degrés très différents et selon des mises en œuvre spécifiques en fonction des types d'agricultures (selon leur degré d'insertion compétitive) auxquels ces politiques s'adressent. Toutefois deux questions restent posées : ces politiques répondent-elles réellement à l'ampleur des enjeux démographiques et de niveau de pauvreté en zones rurales tels qu'ils se présentent dans les PMA mais aussi les pays émergents ? D'autre part, les bouleversements en cours dans le mode de financement de l'agriculture qui se manifestent notamment par une redistribution des fonctions entre secteur public et secteur privé ne vont-ils pas redonner à la durabilité un, voire plusieurs sens qui l'éloigneront de l'idée originelle ?

C.5 EXPLOITATION DES RESULTATS

L'exploitation des résultats scientifiques du projet Propocid est en cours. Ces résultats ont déjà fait l'objet de présentations dans divers colloques et séminaires internationaux¹⁵ et donné lieu à la rédaction d'une douzaine d'articles scientifiques. Cinq ouvrages collectifs ont été mis en chantier et devraient être publiés avant la fin de l'année. Celui concernant la Nouvelle-Calédonie est déjà disponible. Ces ouvrages ont pour objet de présenter les résultats de recherche que ce soit dans un contexte national précis (Nouvelle-Calédonie, Madagascar, Brésil, Mexique) ou que ce soit d'une façon globale dans le cadre du dispositif comparatif.

Sur le plan opérationnel, dans chacun des terrains du dispositif, la recherche a donné lieu à un dialogue entre les chercheurs du projet, des décideurs publics et des acteurs sociaux engagés dans la production et la mise en œuvre de politiques publiques. Ce dialogue a été particulièrement fécond dans certains terrains. Cela a été le cas au Mexique, où un séminaire a été organisé au Congrès National pour présenter les résultats de la recherche comparative Mexique – Brésil et engager un débat sur les impacts de la loi sur le développement rural durable et la sécurité alimentaire. Parmi la délégation des chercheurs Propocid provenant du Brésil, se trouvait le Président du Conseil National de la Sécurité Alimentaire. Au Brésil, les travaux ont été réalisés à partir d'un ensemble d'entretiens réalisés auprès de responsables politiques et de hauts fonctionnaires de divers ministères ainsi qu'auprès de membres des conseils nationaux sur le développement rural durable (CONDRAF) et du Conseil de la sécurité alimentaire (CONSEIA), donnant lieu à des débats entre chercheurs et décideurs publics. En Nouvelle-Calédonie, un colloque a été organisé avec les services de la Province Nord et l'Institut Agronomique Calédonien (IAC) sur le développement rural durable de la Province. Les acquis du projet PROPOCID ont également servi de points de repères pour actualiser la programmation scientifique de l'IAC et les travaux du WP2 ont été présentés au

¹⁵ Voir la liste dans le paragraphe E3

Congrès de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre d'un débat public. A Madagascar, un atelier a été organisé par l'Unité des Politiques de Développement Rural du ministère de l'Agriculture, qui élabore les politiques nationales de développement rural et agricole, pour connaître et discuter les résultats du projet.

C.6 DISCUSSION

Au terme de la recherche, il est possible de considérer que les objectifs initiaux ont été globalement atteints. Les questionnements structurants de la recherche ont été examinés et ont reçu des réponses contextualisées ; ces réponses ont ensuite été mises en perspective par le mécanisme de l'approche comparative. Des éléments de généralité du processus de production de politiques publiques rurales durables ont été dégagés.

Mais, la recherche n'est évidemment pas conclusive du fait du caractère évolutif des processus observés. Le développement durable et la production des normes qui y est associée sont des processus en cours, non stabilisés. Nos observations et nos conclusions constituent un propos d'étape sur une réalité en transformation.

Ce propos d'étape est néanmoins utile et opportun puisqu'il s'attache à décrire des phénomènes structurants. L'impact de la mise en débat des résultats de recherche auprès des acteurs est difficile à identifier si ce n'est qu'il correspond à une demande réelle.

C.7 CONCLUSIONS

Dans les contextes nationaux observés, les politiques de développement rural durable ne peuvent pas être considérées comme de simples opérations cosmétiques de mise en cohérence du développement rural avec les règles du libéralisme économique, mais elles ne constituent pas pour autant – du moins pour l'instant - les instruments d'un nouveau modèle de développement. Elles se situent sans doute à un niveau intermédiaire dont les effets sont très divers selon les contextes nationaux.

La mise en politique du développement durable s'inscrit profondément dans les dépendances de sentier vis-à-vis des processus de développement antérieurs ; elle apparaît particulièrement dépendante des modalités de la mise en conformité des Etats avec le référentiel libéral des années 1980 et des ajustements institutionnels qui l'ont prolongé. Dans les deux pays émergents, le développement durable constitue un enjeu majeur de légitimation et de reconnaissance politique de l'agriculture familiale dont la capacité de négociation avec les pouvoirs publics est d'autant plus importante qu'il existe des fenêtres d'opportunités politiques. Dans les contextes français et calédonien, le développement durable est pris avec une certaine circonspection par les acteurs alors que l'agriculture est encore fortement régulée et bénéficie de transferts financiers significatifs et où les enjeux agricoles sont décalés (maintien des exploitations agricoles en France métropolitaine et mise en œuvre du « destin commun », c'est-à-dire du consensus politique de cohabitation des populations d'origines mélanésienne et européenne, en Nouvelle-Calédonie). Il échappe largement à l'Etat dans les deux pays à économie moins avancée (Mali et Madagascar), compte tenu de sa faiblesse d'intervention et il est alors saisi par les bailleurs de fonds et les ONG internationales qui le mettent en œuvre de façon spécifique, localisée et globalement non coordonnée.

Le développement durable est associé à des processus de renouvellement du monde rural, mais certainement pas à la hauteur du discours et des attentes. Il induit et alimente néanmoins deux points essentiels du processus d'élaboration des politiques publiques, qui

dépassent d'ailleurs largement les frontières du rural : le problème de la définition des territoires d'action et celle de l'articulation ou de l'intégration des politiques publiques.

C.8 REFERENCES

- Aknin A, G Froger, V Géronimi, Ph Méral et P Schembri (2002) (eds), Développement durable : quelles dynamiques ?, GEMDEV, Cahier n° 29.
- Arthur W.B. (1989), Competing Technologies, Increasing Returns, and Lock-in by Historical Events, *Economic Journal*, 99: 116-131.
- Aubertin C. et Vivien F.D. (eds.). (2006) Le développement durable. Enjeux politiques, économiques et sociaux, La documentation française, Paris 2006
- Blache I.; M. Flinders (eds.). (2004) Multi-Level Governance. New-York: Oxford University Press.
- Barnett A., B. Cornet, C. d'Aspremont et J.J. Gabszewicz (1991), eds, *Equilibrium Theory and Applications*, Cambridge University Press.
- Boiffin, J., B. Hubert, et al., Eds. (2004). Agriculture et Développement Durable, Enjeux et questions de recherche. Paris, INRA.
- Delpeuch T. L'analyse des transferts internationaux de politiques publiques : un état de l'art. Questions de recherche, n°27. CNRS-Sces Po. www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm
- Dolovitz D., March D. (1996) Who learns what from whom ? A review of the policy transfer literature. *Political studies*, 44: 343-357
- Faucheux S., Pearce D., Proops J. (1996), eds, *Models of Sustainable Development*, Cheltenham, Edward Elgar, UK-Brookfield, USA.
- Froger, G. (2008). Le "développement durable": savoirs et politiques. Savoirs et politiques de développement, questions en débat à l'aube du XXI^e siècle. V. Geronimi, I. Bellier, J.-J. Gabas, M. Vernières and Y. Viltard. Paris, Karthala - Gemdev: 89-118.
- Gabas J.J. (2008), «La notion de développement, in V. Géronimi, I. Bellier, J.-J. Gabas, M. Vernières, Y. Viltard. *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aube du XXI^e siècle*. Karthala-Gemdev
- Géronimi V (2008), Le temps de la normalisation ? Big Push et trappe à pauvreté in V. Géronimi, I. Bellier, J.-J. Gabas, M. Vernières, Y. Viltard. *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aube du XXI^e siècle*. Karthala-Gemdev.
- Godart O. (2003) Le développement durable de Rio de Janeiro (1992) à Johannesburg (2002). Cahier n°2003-017. Laboratoire d'Econométrie. Ecole Polytechnique-CNRS.
- Griffon M. (2002), « Révolution Verte, Révolution Doublement Verte. Quelles technologies, quelles institutions et quelle recherche pour les agricultures de l'avenir ? », document de travail, Cirad.
- Haas, P. (1992). Special Issue on Epistemic Communities. *International Organization*. 46.
- Hall, P. (1993). Policy Paradigms, Social Learning, and the State: The case of Economic Policy-Making in Britain. *Comparative Politics*. 25 (3): 275-298.
- Hugon, P. (2006). Le renouveau de l'économie du développement dans un contexte de mondialisation. La mondialisation contre le développement durable. G. Froger. Bruxelles, P.I.E. Peter Lang: 29-52.
- Jobert, B. (1992). Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques. *Revue française de science politique*. 42(2): 219-234.
- Jobert B., Muller P. (1987). *L'État en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris : PUF.

- Kingdon, J. W. (1984). *Agendas, Alternatives and Public Policies*. Boston (Mass.), Little, Brown and C
- Kydd J. et A. Dorward, (2004), "Implications of Market and Coordination Failures for Rural Development in Least Developed Countries", *Journal of International Development*, 16 : 951-970.
- Laffont J.J. (2000), Actes du colloque « Etat et gestion publique », Rapport N°24 (troisième trimestre 2000) du Conseil d'Analyse Economique du Gouvernement Français.
- Lascombes P., Le Galès P. (2007). *Sociologie de l'action publique*. Paris : Armand Colin.
- Moustier P et alii (2004) (eds), « Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes », CIRAD/CRDI.
- Mahoney J. (2001), Path dependent explanations of regime change: Central America in comparative perspective, *Studies in Comparative International Development*, 36, 1: 111-141
- Muller, P. (2000). L'analyse cognitive des politiques publiques: vers une sociologie politique de l'action publiques. *Revue française de science politique*. N° spécial "Les approches cognitives des politiques publiques", 50(2).
- Muller P. (2004). *Les politiques publiques*. 5^{ème} ed. Paris : PUF.
- North, D. C. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge, Cambridge University Press.
- Pierson, P. (2000). Path Dependence, Increasing Returns and the Study of Politics of Retrenchment. American Political Science Review. **94(2)**: 251-267.
- Pierson P. (2004), *Politics in Time*, Princeton University Press.
- Remy, J. (2007). L'agriculture multifonctionnelle au service du développement durable? Coloquio Internacional sobre Desenvolvimento Territorial Sustentavel. Florianopolis, (en cours de publication).
- Rist, G. (2007). Le développement, histoire d'une croyance occidentale. Paris, Les presses de Sciences Po.
- Rousseau S., Zuindeau B. (2007). Théorie de la régulation et développement durable, *Revue de la régulation*, n°1, 2007.
- Rotillon G. (2008). Faut-il croire au développement durable ? L'Harmattan.
- Shapiro et Willig, (1990) *Economic Rationales for the Scope of Privatization*, DP. 41, Princeton University,
- Smouts M.C. (2001), *Forêts tropicales jungle internationale*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Stiglitz J. Meier G. (2002), *Aux frontières de l'économie du développement*, Banque mondiale, Paris éditions ESKA
- Thelen, K. and S. Steinmo (1992). *Historical Institutionalism in Comparative Politics. Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Politics*. S. Steinmo, K. Thelen and F. Longstreth. Cambridge (USA), Cambridge University Press.
- Thoeing J.-C. (1985). L'analyse des politiques publiques *in* M. Grawitz, J. Leca. *Traité de sciences politiques*. Tome IV.
- Thoeing J.-C. (2005). Politique publique *in* L. Boussaguet, S. Jacquot & P. Ravinet. *Dictionnaire des politiques publiques*. Paris : Les presses de Sciences-Po.

D LISTE DES LIVRABLES

Tableau 1. Calendrier des tâches et des livrables (produits) prévu dans la réponse à l'appel d'offre

| | Année 1 | | | | Année 2 | | | | Année 3 | | | |
|---|---------|----|-----|----|---------|----|-----|----|---------|----|-----|----|
| | I | II | III | IV | I | II | III | IV | I | II | III | IV |
| WP1 | | | | | | | | | | | | |
| <u>Tâche 1</u> Préparation projet | ■ | | | | | | | | | | | |
| <u>Tâche 2</u> . Atelier de lancement | X | | | | | | | | | | | |
| <u>Produit</u> 1.1 : Rapport intermédiaire à 6 mois | | ® | | | | | | | | | | |
| <u>Produit</u> 1.2: Rapport intermédiaire à 1 an. | | | | ® | | | | | | | | |
| <u>Tâche 3</u> . Atelier intermédiaire | | | | | | X | | | | | | |
| <u>Produit</u> 1.3: Rapport à mi-parcours | | | | | | ® | | | | | | |
| <u>Produit</u> 1.4.: Rapport intermédiaire à 2 ans. | | | | | | | | ® | | | | |
| <u>Produit</u> 1.5: Rapport intermédiaire à 2,5 ans. | | | | | | | | | | ® | | |
| <u>Tâche 4</u> . Atelier final | | | | | | | | | | | | X |
| <u>Tâche 5</u> . Publication ouvrage synthèse | | | | | | | | | | | | X |
| <u>Produit</u> 1.6: Rapport final. | | | | | | | | | | | | |
| WP 2 | | | | | | | | | | | | |
| <u>Tâche 1</u> Coordination méthodologique | ■ | | | | | | | | | | | |
| <u>Produit</u> 2.1 : cadre d'analyse | | ® | | | | | | | | | | |
| <u>Tâche 2</u> : analyse Bibliographique | | ■ | ■ | ■ | | | | | | | | |
| <u>Tâche 3</u> . Formalisation | | | | | ■ | | | | | | | |
| <u>Produit</u> | | | | | | | | | | | | |

| | Année 1 | | | | Année 2 | | | | Année 3 | | | |
|--|---------|----|-----|----|---------|----|-----|----|---------|----|-----|----|
| | I | II | III | IV | I | II | III | IV | I | II | III | IV |
| 2.2 : Rapports régionaux et nationaux | | | | | | ® | | | | | | |
| WP 3 | | | | | | | | | | | | |
| Tâche 1 analyse biblio PAR | | | | | | | | | | | | |
| Produit 3.1 : identification des politiques publiques | | | | | ® | | | | | | | |
| Tâche 2 entretien acteurs | | | | | | | | | | | | |
| Produit 3.2 : rapport de synthèse au niveau national et régional | | | | | ® | | | | | | | |
| Tâche 3. Synthèse | | | | | | | | | | | | |
| Produit 3.3. : synthèses nationales et régionales | | | | | | ® | | | | | | |
| WP 4 | | | | | | | | | | | | |
| Tâche 1 Préparation | | | | | | | | | | | | |
| Produit 4.1. : méthodologie | | | | | | | ® | | | | | |
| Tâche 2 Entretiens décideurs | | | | | | | | | | | | |
| Produit 4.2. : synthèses des entretiens | | | | | | | ® | | | | | |
| Tâche 3. discussion méthodo d'enquêtes | | | | | | | | | | | | |
| Produit 4.3 : guide d'enquête | | | | | | | | ® | | | | |
| Tâche 4 enquêtes régionales | | | | | | | | | | | | |
| Produit 4.4. : rapports régionaux, synthèse transversale | | | | | | | | | ® | | | |
| Tâche 5 traitement enquêtes | | | | | | | | | | | | |
| Tâche 6 Synthèse | | | | | | | | | | | | X |
| Produit 4.5 : rapports nationaux | | | | | | | | | | | | ® |
| WP 5 | | | | | | | | | | | | |
| Tâche 1 Etude transversale | | | | | | | | | | | | |
| Produit 5.1 : | | | | | | | | | | | | ® |

| | Année 1 | | | | Année 2 | | | | Année 3 | | | |
|-------------------------------|---------|----|-----|----|---------|----|-----|----|---------|----|-----|----|
| | I | II | III | IV | I | II | III | IV | I | II | III | IV |
| Tâche 2 préparation séminaire | | | | | | | | | | | | |
| Tâche 3. Edition ouvrage | | | | | | | | | | | | |

Symboles

- X** Tâche ponctuelle
■ Tâche longue
® Produit

Les activités réalisées dans le cadre de la recherche ont respecté la programmation du projet avec quelques petits aménagements dont le plus notable a été le report du séminaire final du projet. Ce report est justifié par le retard accumulé au cours de la réalisation des WP4 et WP5 du projet. Il sera réalisé au cours du premier semestre 2011. Un changement moins substantiel a concerné le WP4. Les phases de recherche ont été globalisées, ce qui a réduit le nombre de livrables (suppression des livrables 4.3). Soulignons également que l'ensemble des cadrages méthodologiques par WP (produits 2.1, 3.1 et 4.1) ont été réunis dans un seul document, alors que les rapports de synthèse (2.2, 3.2, 4.4) ont été décomposés par pays.

Tableau 2. Liste des documents et livrables produits

| Date de livraison | N° DT | N° Livrable | Titre | Nature (rapport, logiciel, prototype, données, ...) | Partenaires (souligner le responsable) | Commentaires |
|-------------------|-------|-------------|--------------------------------------|---|--|---|
| Juin 2007 | | 1.1 | WP1 - Rapport d'avancement à 6 mois | Rapport | Ph. Bonnal | Responsable WP1. <u>Philippe Bonnal</u> |
| Janvier 2008 | | 1.2 | WP1 - Rapport d'avancement à 12 mois | Rapport | Ph. Bonnal | |
| Juin 2008 | | 1.3 | WP1 - Rapport d'avancement à 18 mois | Rapport | Ph. Bonnal | |
| Janvier 2009 | | 1.4 | WP1 - Rapport d'avancement à 24 mois | Rapport | Ph. Bonnal | |
| Juin 2010 | | 1.5 | WP1 - Rapport d'avancement à 30 mois | Rapport | Ph. Bonnal | |
| Janvier 2010 | | 1.6 | WP1 - Rapport d'avancement à 36 mois | Rapport | Ph. Bonnal | |
| Juin 2008 | SN | 2.1, 4.1 | WP1 - WP1 - Repères méthodologiques | Rapport | Cirad - <u>Ph. Bonnal</u> et alli | Responsable WP2 : <u>Eric Leonard</u> |
| Juin 2008 | 1/08 | 2.2 | WP2 – Cas France | Rapport | Enesad – <u>J.-P. Boinon</u> Inra - <u>B. Roux</u> | |
| Août 2008 | 2/08 | 2.2 | WP2 – Cas Mexique | Rapport | Moisa - <u>E. Leonard</u> | |
| Déc. 2008 | 3/08 | 2.2 | WP2 – Cas Brésil | Rapport | Cirad – <u>Ph. Bonnal</u> et alli | |
| Sept. 2008 | 4/08 | 2.2 | WP2 – Cas Mali | Rapport | Gemdev – <u>J.J. Gabas</u> et alli | |
| Déc. 2008 | 5/08 | 2.2 | WP2 – Cas Madagascar | Rapport | Cirad : <u>M.H. Dabat</u> et alli | |

| | | | | | | |
|--------------------------|-------|----------|------------------------------|----------------|--|---------------------------------------|
| Nov. 2009 | 6/08 | 2.2 | WP2 – Cas Nouvelle-Calédonie | Rapport | Cirad J.-M. Sourisseau et alli | Responsable WP3 : <u>Bernard Roux</u> |
| Août-2008 | 7/08 | 2.2 | WP2 - Synthèse | Rapport | Moisa. <u>E. Leonard</u> , E. Maître d'Hôtel | |
| Sept. 2008 | 15/08 | | WP2 | Communications | Collectif | |
| Sept. 2008 | 8/08 | 3.1, 3.2 | WP3 – Cas France | Rapport | Enesad – <u>J.-P. Boinon</u> Inra - <u>B. Roux</u> , <u>S. Gomez</u> | |
| Déc. 2008 | 9/08 | 3.1, 3.2 | WP3 – Cas Mexique | Rapport | Moisa – J. Foyer <u>E. Leonard</u> | |
| Déc. 2008 | 10/08 | 3.1, 3.2 | WP3 – Cas Brésil | Rapport | Cirad – <u>Ph. Bonnal</u> et alli | |
| Août-2008 | 11/08 | 3.1, 3.2 | WP3 – Cas Mali | Rapport | Gemdev – <u>J.J. Gabas</u> , C. Maingy, J.- Egg | |
| | 12/08 | 3.1, 3.2 | WP3 – Cas Madagascar | Rapport | Cirad : <u>M.H. Dabat</u> et <u>alli</u> | |
| Août-2008 | 13/08 | 3.1, 3.2 | WP3 – Cas Nouvelle-Calédonie | Rapport | Cirad J.-M. Sourisseau | |
| Août 2010 | 14/10 | 3.3 | WP3 - Synthèse | Rapport | Gemdev : E. Maître d'Hôtel, Inra : <u>B. Roux</u> | |
| Juillet 2009 | 16/10 | 4.4 | WP4 – Cas France | Rapport | Enesad – <u>J.-P. Boinon</u> Inra - <u>B. Roux</u> | Responsable WP4 : V. Géronimi |
| Mai 2010 | 17/10 | 4.4 | WP4 – Cas Mexique | Rapport | Moisa - <u>E. Leonard</u> | |
| Août 2010 | 18/10 | 4.4 | WP4 – Cas Brésil | Rapport | Cirad – <u>Ph. Bonnal</u> et <u>alli</u> | |
| En cours de finalisation | 19/10 | 4.4 | WP4 – Cas Mali | Rapport | Gemdev – <u>V. Géronimi</u> | |
| En cours de finalisation | 20/10 | 4.4 | WP4 – Cas Madagascar | Rapport | Cirad : <u>M.H. Dabat</u> | |
| En cours de finalisation | 21/10 | 4.4 | WP4 – Cas Nouvelle-Calédonie | Rapport | Cirad J.-M. Sourisseau | |
| Août 2010 | 22/10 | 4.5 | WP4 - Synthèse | Rapport | Gemdev V. Géronimi | |
| Août 2010 | 23/10 | 5.1 | WP5 – Synthèse projet | Rapport | Gemdev J.-J. Gabas | Responsable WP5 : J.-J. Gabas |

E IMPACT DU PROJET

E.1 INDICATEURS D'IMPACT

Nombre de publications et de communications (à détailler en E.2)

| | | Publications multipartenaires | Publications monopartenaires |
|-----------------------------|--|----------------------------------|---------------------------------|
| International | Revue à comité de lecture | 10 | |
| | Ouvrages ou chapitres d'ouvrage | 9 | |
| | Communications (conférence) | 10 | 1 |
| France | Revue à comité de lecture | 1 | |
| | Ouvrages ou chapitres d'ouvrage | 1 | |
| | Communications (conférence) | | 1 |
| Actions de diffusion | Articles vulgarisation | 3 | |
| | Conférences vulgarisation | | |
| | Autres | | |

Autres valorisations scientifiques (à détailler en E.3)

| | Nombre, années et commentaires (valorisations avérées ou probables) |
|--|--|
| Brevets internationaux obtenus | |
| Brevet internationaux en cours d'obtention | |
| Brevets nationaux obtenus | |
| Brevet nationaux en cours d'obtention | |
| Licences d'exploitation (obtention / cession) | |
| Créations d'entreprises ou essaimage | |
| Nouveaux projets collaboratifs | |
| Colloques scientifiques | 3 |
| Autres (préciser) | La recherche a contribué à alimenter des contenus de formation (master). 3 thèses de doctorat sont en cours, 13 stagiaires ont été accueillis (master), 1 exposé a été fait dans une société savante (cf § E3) |

E.2 LISTE DES PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

International – Revue à Comité de lecture – Publications Multipartenaires

- (1) Bonnal P., Cazella A., Maluf R. (2008) Multifuncionalidade da agricultura e desenvolvimento territorial: avanços e desafios para a conjugação de enfoques. Estudos Sociedade e Agricultura. Octobre 2008. Vol. 16, N°2.
- (2) Bosc P.-M., Dabat M.-H., Maître d'Hôtel E. Quelles politiques de développement durable au Mali et à Madagascar. Article à paraître dans le n°320 de *Economie Rurale*.
- (3) Bouard S., Sourisseau JM. Stratégies des ménages Kanak : Hybridations entre logiques marchandes et non-marchandes. *Natures Sciences et Sociétés*. à paraître.
- (4) Brun V., 2008. Secteur privé et céréaliculture familiale dans le Mexique du libre-échange. Une étude dans les terres basses du sud-Veracruz, *Economie Rurale*, 303-304-305 : 90-107.
- (5) Dabat M.-H., Jenn-Treyer O., Razafimandimby S., Bockel L., 2006. L'histoire inachevée de la régulation du marché du riz à Madagascar, *Economie rurale*, N°294, Mai-juin, p75-89.
- (6) Léonard E., B. Losch, 2009. La inserción de la agricultura mexicana en el mercado norteamericano: cambios estructurales, mutaciones de la acción pública y recomposición de la economía rural y regional, *Foro Internacional*, vol. XLIX, n° 1 : 5-46.
- (7) Leonard E., Bonnal P., Foyer J., Pereira Leite S. (2009) La construction normative du développement durable dans les contextes de sa « mise en politiques ». Une analyse par les dépendances de sentier au Brésil et au Mexique. *Mondes en développement*. Vol.3-2009/4-n°148

- (8) Léonard E., R. Palma, V. Brun, à paraître. Transferts publics et ajustement structurel des ménages agricoles. Une analyse des revenus familiaux au Sud du Mexique, en cours d'évaluation par la revue *Economie Rurale* ;
- (9) Montagne P., Ramamonjisoa B., 2006. Politiques forestières à Madagascar : entre répression et autonomie des acteurs, *Economie rurale*, N°294, Mai-juin.
- (10) Sourisseau J.-M., Pestana G., Geronimi V., Schembri P. Politiques publiques et développement durable dans le monde rural calédonien. Article à paraître dans *Economie Rurale*, N°320

International – Ouvrages – Multipartenaires

- (1) Bonnal P. Maluf R. Desenvolvimento sustentável no meio rural e agricultura familiar no Brasil. Rio de Janeiro. Ed. Mauad (à paraître). Cet ouvrage présente la recherche Propocid au Brésil.
- (2) Bonnal P. Maluf R.(2009). Políticas de desenvolvimento territorial e multifuncionalidade da agricultura familiar no Brasil. In A. Cazella, P. Bonnal, e R. Maluf (2009) Agricultura Familiar, multifuncionalidade e desenvolvimento territorial no Brasil. Rio de Janeiro: Ed. Mauad.
- (3) Cazella A., Bonnal P., Maluf R. (2009) Agricultura Familiar, multifuncionalidade e desenvolvimento territorial no Brasil. Rio de Janeiro: Ed. Mauad. 301p.
- (4) Dabat M.-H., Jenn-Treyer O., 2010. "Productivité agricole et développement durable à Madagascar", Chapitre d'un ouvrage « Madagascar sur le chemin des Objectifs du Millénaire pour le Développement », collection IRD/CITE, Antananarivo, à paraître.
- (5) Géronimi V., G. Froger, Ph. Méral et P. Schembri [2009], Diversité des politiques de développement durable. Temporalités et durabilités en conflit à Madagascar, au Mali et au Mexique, GEMDEV, Karthala, octobre, Paris. Dont plusieurs chapitres ont été nourris par les réflexions menées dans le cadre de Propocid (notamment les chapitres 4 et 7 sur le Mali)
- (6) Géronimi V., P. Schembri [2009], " Politiques de conservation et de lutte contre la déforestation. Une analyse par les conflits de temporalités", in Diversité des politiques de développement durable. Temporalités et durabilités en conflit à Madagascar, au Mali et au Mexique, GEMDEV, Karthala, octobre, Paris.
- (7) Géronimi V., P. Schembri et I. Sacko [2009], " Politique forestière et développement durable au Mali : dynamiques et enjeux", in Diversité des politiques de développement durable. Temporalités et durabilités en conflit à Madagascar, au Mali et au Mexique, GEMDEV, Karthala, octobre, Paris.
- (8) Léonard E., J. Foyer, à paraître. *De la integración nacional al desarrollo sustentable. Trayectoria nacional y producción local de la política rural en México*, México, H. Cámara de Diputados–IRD, 315 p. Cet ouvrage présente la recherche Propocid au Mexique.
- (9) Sourisseau S., Pestaña G. Gaillard C., Bouard S., Mennesson T. 2010. A la recherche des politiques rurales en Nouvelle-Calédonie. Trajectoires des institutions et représentations locales des enjeux de développement (1853-2004). IAC éditions, Etudes et Synthèses. Tabù Editions. 120 p. Cet ouvrage présente la recherche Propocid en Nouvelle-Calédonie.

International – Communications – Multipartenaires

- (1) Bonnal P., Piraux M. (2010) Actions publiques territoriales en milieu rural et innovations. L'exemple du territoire de la Borborema et de l'articulation du Semi-aride au Brésil. Symposium ISDA (Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food,, 28 juin au 1^{er} juillet 2010. Montpellier.
- (2) Bosc P.-M., Dabat M.-H., Maître d'Hôtel E., « L'insertion du développement durable dans les trajectoires des politiques agricoles et rurales : une analyse comparative Madagascar Mali » Papier présenté au colloque International : « La problématique du développement durable vingt ans après : nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extension », CLERSE (CNRS et U.Lille 1), Lille (FRA), Novembre 2008, 28p.
- (3) Bouard S., Gaillard C. 2008. Une lecture de la ruralité par les trois piliers du développement durable : vers une reconnaissance de la diversité des stratégies dans les politiques publiques ? Communication aux ateliers « Ruralité et Développement durable en Nouvelle-Calédonie ». IAC/UNC/PN. 27-30 octobre 2008. Poindimié. Nouvelle-Calédonie.
- (4) Bouard S., Sourisseau JM, Pestana G. 2007. La participation des acteurs locaux à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques de développement durable en Nouvelle-Calédonie. Eléments de cadrage et de méthode. Conférence sur l'avenir des pays et Etas insulaires du Pacifique. East-West Center (Hawaï), Université Paris-Sorbone. Paris les 24 et 2 octobre 2007.
- (5) Léonard E., P. Bonnal, J. Foyer, S. Pereira Leite. "L'intégration du référentiel du développement durable aux trajectoires des politiques agricoles et rurales. Une analyse par les dépendances de sentier au Brésil et au Mexique", communication au Colloque International *Le développement durable vingt ans après*, Lille, CLERSE, 20-22 novembre 2008.
- (6) Léonard E., R. Palma, V. Brun. "La reconfiguración de las economías domésticas rurales en el sur de Veracruz, México. Entre integración a las cadenas agroindustriales y asistencia pública", communication au XXVIII *International Congress of the Latin American Studies Association*, Rio de Janeiro, Pontificia Universidade Católica, 11-14 juin 2009.
- (7) Léonard E., R. Palma, V. Brun. "Transferts publics et insertion compétitive des ménages paysans. Une analyse des revenus familiaux au Sud du Mexique", communication aux *Troisièmes journées de recherches en sciences sociales INRA SFER CIRAD*, Montpellier, 09-11 décembre 2009.
- (8) Pestana G, Sourisseau JM, Bouard S. 2010 (en cours de publication). Le Développement Durable entre « rééquilibrage » et « destin commun » ? L'émergence du développement durable dans les référentiels transactionnels en Nouvelle-Calédonie. Colloque International AISLF des 16-18 Juin 2010 « Développement durable, Communautés et Sociétés », Mulhouse, France.
- (9) Pestana G, Sourisseau JM, Geronimi V, Schembri P. 2009. Développement durable et ruralité en Nouvelle-Calédonie. Quelle articulation du local et du global dans les politiques publiques ? Communication au colloque international IRD-CIRAD « insularité et développement durable » Saint Denis de la Réunion, 24-27 novembre 2009
- (10) Sourisseau J.M., Geronimi V., Schembri P., Pestana G. 2009. Développement durable, politiques publiques et ruralité en Nouvelle-Calédonie: entre local et

global, quels contextes, quels enjeux ? In : 11^{em} Inter-Congrès des Sciences du Pacifique et 2^e Assises de la Recherche Française dans le Pacifique : Les Pays du Pacifique et leur environnement océanique face aux changements locaux et globaux, 02-06 mars 2009, Tahiti, Polynésie française.

- (11) Participation au 8th IFSA (International Farming System Association) Symposium. Présentation introductrice de Philippe Bonnal dans le groupe de travail Agriculture et Développement Durable en milieu rural sur l'expérience brésilienne. 6 au 10 juillet 2008. Clermont Ferrand.
<http://s149289260.onlinehome.fr/ifsa-artiphp/Xdossiers/dossiers.php?val=34>

International – Communications - Monopartenaires

- (1) Boinon, J.P. ; Gomez, S. ; Roux, B. (2009) "Taking into account sustainable development in the French agricultural policy: an institutionnalist approach" International Conference *Rural and Land Market Development in the Context of the EU Common Agricultural Policy* October 5 – 7, 2009 Štrbské pleso, Slovakia

France – Revues à Comité de lecture – Pluripartenaires

- (1) Bouard S., Sourisseau JM., Pestana G. 2008. La participation des acteurs locaux à l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques de développement durable en Nouvelle-Calédonie. *EchoGéo*, Numéro 7 | 2008, [En ligne], mis en ligne le 25 novembre 2008. URL : <http://echogeo.revues.org/index9693.html>.

France – Chapitres d'ouvrage – Pluripartenaires

- (1) Boinon J.P., Gomez S., Roux B. (2010) La prise en compte du développement durable dans la politique agricole française: analyse historique et institutionnelle » in Maillefert M., Petit O., Rousseau S. *Ressources, territoires, patrimoines et développement durable* éditions Peter Lang, (à paraître)

France- Communications – Monopartenaires

- (1) Boinon J.-P.; Roux, B (2009) "La prise en compte et l'intégration au niveau régional du développement durable dans les politiques agricoles: analyse à partir des cas de la Bourgogne et du Languedoc-Roussillon" Communication présentée au XLVI^{ème} colloque ASRDLF "Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie; quels équilibres pour les espaces régionaux" Clermont-Ferrand 6-8 juillet

Actions de diffusion – Chapitres d'ouvrage – Pluripartenaires

- (1) Boinon J.-P. rédaction de trois chapitres dans l'ouvrage coordonné par Y. Sencebe, à paraître en ukrainien « Initiation au développement durable des territoires ruraux » portant respectivement sur : (1) L'entreprise et le développement durable, (2) l'approche théorique du développement durable en économie et (3) les indicateurs et méthodes d'évaluation économique du développement durable.
- (2) Sourisseau JM. 2008. Quelques controverses autour du développement durable. *Revue Challenge*. Le magazine français du Pacifique. Hors Série 2008 n°95. P. 37.
- (3) Secrétariat Multi-Bailleurs, 2007. "Le développement rural à Madagascar : à la croisée de l'intersectoriel et de la décentralisation", Note de capitalisation, 9 janvier, 87p.

E.3 LISTE DES ELEMENTS DE VALORISATION

Organisation de séminaires internationaux

- (1) Co-organisation, avec le CEDRSSA (Centro de estudios sobre el desarrollo rural sustentable y la soberanía alimentaria) de la Chambre des députés du Mexique et avec le concours de l'Ambassade de France au Mexique, d'un séminaire sur les trajectoires de production des politiques de développement rural durable et de leurs dispositifs de mise en œuvre autour d'une mise en perspective des cas mexicain et brésilien. Ce séminaire s'est tenu les 09 et 10 décembre 2009 à la Chambre fédérale des députés à México. Il a mobilisé les participants du projet Propocid sur les terrains mexicain et brésilien (Ph. Bonnal, J. Foyer, E. Léonard, R. Maluf, S. Pereira Leite), ainsi que des spécialistes mexicains du développement durable, des députés, sénateurs et leurs assesseurs. Le séminaire a fait l'objet d'une retransmission sur le canal télévisé du Congrès de la République (*Canal Legislativo*), à l'échelle nationale.
- (2) Séminaire international Développement Durable et Territoires Ruraux pour l'Action Publique. 22 au 25 septembre 2009. Campina Grande. Université Fédérale de Campina Grande, Paraiba, Brésil. Organisateur (Marc Piraux, Propocid – Cirad). Séminaire organisé dans le cadre de la France au Brésil. www.unicampo.org.br/francabr/
- (3) Ateliers « Ruralité et Développement Durable en Nouvelle-Calédonie », Poindimié (province Nord de la Nouvelle-Calédonie) du 27 au 30 octobre 2008 : près de 400 personnes, 4 jours d'ateliers mixant des présentations théoriques de cadrage à l'échelle mondiale ou du Pacifique, des débats sur la mise en œuvre du développement durable par les collectivités et institutions locales compétentes, un site internet, des actes en court de publication. www.rdd.nc

Organisations d'ateliers et de séminaires de travail

- (1) Séminaires internationaux Propocid, regroupant les chercheurs des six pays composant le dispositif Propocid : 4 séminaires ont été organisés : mars 2007 (lancement), mai 2008, mars 2009 et juin 2010.
- (2) Madagascar : Atelier d'échanges entre chercheurs et politiques, « Prise en compte du développement durable dans les politiques agricoles et environnementales à Madagascar : dynamique de changement entre continuité et rupture », patronage de l'EPP-PADR et de l'Université d'Antananarivo, animation de l'UPDR-MAEP, ouverture du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, 1^{er} décembre 2008, Antananarivo, salle CERSAE (enceinte FOFIFA), Antananarivo, une quarantaine de participants.
- (3) Brésil : Ateliers et séminaires nationaux, selon une périodicité variable, regroupant les différents chercheurs et stagiaires engagés dans le projet. 6 ateliers de 2 à 3 jours ont été réalisés en : février 2007 (lancement), mai 2007, décembre 2007, avril 2008, août 2008, août 2009.

Présentation dans des sociétés savantes

- (1) Académie de l'Agriculture de France. Séance du 21 janvier 2009 sur les agricultures brésiliennes, organisée par Bernard Roux. Exposés de Bernard Roux et de Philippe Bonnal. www.academie-agriculture.fr/detail-seance_189.html

Enseignement

- (1) Insertion des recherches Propocid (principalement Mali, Nouvelle Calédonie et Madagascar) mais aussi synthèses générales dans le cours « Développement durable et économie politique du développement » dans le master2 Affaires internationales de Sciences Po Paris (Chaire Développement durable) en 2008 et 2009.. Enseignants : JJ Gabas et V. Géronimi.
- (2) Insertion des recherches Propocid dans le cours d'économie politique du développement du master2 CIAHPD, Université Paris I, département de Science politique en 2008, 2009, 2010. Enseignant : JJ Gabas.
- (3) Insertion des recherches Propocid dans le cours « Economie du développement », master SETE, Université de Versailles St Quentin, 2009, 2010. Enseignant : V. Géronimi.
- (4) Insertion des recherches Propocid dans le cours « Economie du développement » de Renato Maluf, Ecole doctorale de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (CPDA/UFRRJ), intervention de Philippe Bonnal.
- (5) Module « introduction à l'analyse des Politiques Publiques », Master Aménagement et Développement Territorial de l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Il s'agit d'un module de 24 heures articulant des apports théoriques avec des enquêtes auprès des acteurs de la chaîne de la décision politique de la province Nord de la Nouvelle-Calédonie. Un document issu des enquêtes a été produit par les encadrants et les étudiants. Le module, monté en 2007, est mis en place tous les 2 ans.
- (6) Module "Dynamique des institutions, politiques de développement et gouvernance des ressources" du master-R A2D2 (Agriculture, Alimentation et Développement Durable, Université de Montpellier 1 & SupAgro), Eric Léonard, interventions d'Elodie Maître d'Hôtel, de Jean-Jacques Gabas.
- (7) Intervention d'Eric Léonard dans le Master de Recherche d'Anthropologie Sociale du CIESAS-Golfo au Mexique.

Thèses :

- (1) La persistance de la pauvreté en zone coton Mali-Sud, Bakary Traoré (directeur de thèse : J.J. Gabas), Université Paris XI. Soutenance prévue fin 2010.
- (2) Vololonirina Alisambatra RABEMANANJARA / Doctorat en Sciences-Economiques, Fac DEGS à l'Université d'Antananarivo / Sujet: Trajectoire des exploitations agricoles et impact des politiques agricoles au Lac Alaotra / Dates 2008 à 2011 / Encadrement: Eric Penot (CIRAD), Appui de Marie-Hélène Dabat (CIRAD)
- (3) Thèse de Séverine Bouard « Les usages des dispositifs de l'action publique territoriale : interactions entre acteurs et processus d'élaboration des politiques publiques de développement. Le cas de la province Nord de la Nouvelle-Calédonie » (titre provisoire). Thèse dirigée par Jean-Philippe Tonneau, à l'Université de Montpellier 3, accueillie par le Cirad ES (UPR Arena) et l'IAC. Appui de Jean-Michel Sourisseau. Participation aux Axes 1 et 3 de PROPOCID.

Encadrement de stagiaires

- (1) Pierre Alain Mory : La réalité du développement durable au Mali, master2 Université Paris XI. Encadrement Jean-Jacques Gabas.
- (2) Laure Kuhfus : *Enchâssement social des arrangements contractuels dans la céréaliculture marchande en zone indienne : Etude de cas à Morelos, Etat de Veracruz, Mexique*, Master R Economie et gestion du développement agricole, Université de Montpellier I–Supagro, dirigé par Eric Léonard. Encadrement de l'étude de terrain, mai-août 2007 ; soutenu le 08 septembre 2007.
- (3) Maria Gabriela Zurita Benavides : *Conservation de l'agrobiodiversité et stratégies paysannes des productions du maïs au Mexique. Etude comparée de deux villages indigènes de la Sierra de Santa Marta, Veracruz*, Master-R Evolution, Patrimoine Nature & Sociétés, MNHN–AgroParisTech–Université Paris 7, dirigé par Eric Léonard. Encadrement de l'étude de terrain, avril-juillet 2009 ; soutenu le 25 septembre 2009.
- (4) Stage de Master 2 « Coopération Internationale, Action Humanitaire et Politiques de développement » de l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne ; UFR de Sciences Politiques. Guilherme Marinho de Miranda. Axe 3 PROPOCID 2008.
- (5) Stage de Master 2 « Aménagement et développement territorial » de l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Jean-Jérôme Cassan 2008.
- (6) Stage de Master 2 « Affaires Internationales » à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences-Po), mention Environnement, Développement Durable et Risques. Pablo Pechir de la Parra. Axe 3 et 4 de PROPOCID 2009.
- (7) Gina RAZAFINDRALAMBO / DEA POPDEV – Institut Catholique de Madagascar (ICM) / Sujet : approche historique des politiques d'aménagement et de mise en valeur du territoire et émergence de la notion de développement durable à Madagascar / Dates : 15 juin 2007 -15 novembre 2007 (5 mois) / Co encadrement : Cécile Martignac (CIRAD)
- (8) Dominique HARIOLY NIRINA / DEA AGROMANAGEMENT – ESSA – Université d'Antananarivo / Sujet : analyse historique des formes d'intervention de l'Etat dans le secteur agricole et rural (Axe 1) / Dates : 1^{er} août 2007- 30 mars 2008 (8 mois) / Co-encadrement : Sylvain Ramanananarivo (ESSA) & Marie-Hélène Dabat (CIRAD) – Appui de Jean-Pierre Rolland (UPDR/MAEP)
- (9) Fara Soloniaina RAHAMEFY / DEA AGROMANAGEMENT – ESSA – Université d'Antananarivo / Sujet : analyse historique des formes d'intervention de l'Etat dans le secteur agricole et rural (Axe 1) / Dates : 1^{er} août 2007- 30 mars 2008 (8 mois) / Co-encadrement : Sylvain Ramanananarivo (ESSA) & Marie-Hélène Dabat (CIRAD) – Appui de Jean-Pierre Rolland (UPDR/MAEP)
- (10) Ralambo Aina RAKOTOLAMBO / DEA FORET – ESSA – Université d'Antananarivo / Sujet : Analyse des modalités de la prise en compte du développement durable dans les politiques agricoles et rurales (Axe 2) / Dates : 1^{er} août 2007- 30 mars 2008 (8 mois) / Co-encadrement : Bruno Ramamonjisoa (ESSA) & Pierre Montagne (CIRAD) – Appui de Marie-Hélène Dabat (CIRAD)
- (11) Laingotiana RAKOTOSON / DEA FORET – ESSA – Université d'Antananarivo / Sujet : Analyse des modalités de la prise en compte du développement durable dans les politiques agricoles et rurales (Axe 2) / Dates : 1^{er}

- août 2007- 30 mars 2008 (8 mois) / Co-encadrement : Bruno Ramamonjisoa (ESSA) & Pierre Montagne (CIRAD) – Appui de Marie-Hélène Dabat (CIRAD)
- (12) Hannah YOUS / Master professionnel "Affaires Internationales spécialité Développement Durable, Environnement et Risque" - Sciences-Po-Paris, / Sujet: La réalité du développement durable dans la zone Alaotra, l'insertion du référentiel développement durable à l'échelle régionale et locale (Axe 3) / Dates: août 2009 a janvier 2010 (6 mois) / Co-encadrement: Marie-Hélène Dabat (CIRAD), Fano Andriamahefazafy (C3EDM), Pierre Montagne (CIRAD)
- (13) Nathalie Hanitriniaina RAHARIMALALA / DEA FORET – ESSA – Université d'Antananarivo / Sujet: La réalité du développement durable dans la zone Alaotra, l'insertion du référentiel développement durable à l'échelle régionale et locale (Axe 3) / Dates: août 2009 a janvier 2010 (6 mois) / Co-encadrement : Bruno Ramamonjisoa (ESSA), Pierre Montagne (CIRAD), Fano Andriamahefazafy (C3EDM) – Appui de Marie-Hélène Dabat (CIRAD)

E.4 CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE AU DEVELOPPEMENT DURABLE

La recherche portant sur les processus d'endogénéisation du référentiel de la durabilité et de la production de politiques de développement rural durable apporte un certain nombre d'éclairage sur la relation agriculture, développement rural et durabilité, que nous rappellerons brièvement ici.

- Le processus de construction normative qui résulte du processus d'endogénéisation du référentiel international au niveau national et infranational s'inscrit dans des trajectoires de développement ; il est notamment formaté par les modalités de la transition libérale.
- Le développement durable tend à légitimer et à extérioriser la dualité de l'agriculture. Ce processus peut être une source d'opportunité pour les agriculteurs puisqu'il sous-tend la légitimation des modèles agricoles associés aux divers types d'agriculture.
- On observe une fragmentation quasi généralisée entre les politiques durables environnementales et les politiques de développement durables rurales.
- Les politiques construites au titre du développement rural durable sont essentiellement de nature sectorielle. Leur multiplication donne lieu, dans certains pays (dans notre échantillon, il s'agit des deux pays émergents), à un processus d'expérimentation institutionnelle de coordination au niveau territorial, processus dont l'efficacité est encore relative et contextualisée.

Ces différentes caractéristiques confèrent un caractère contingent au développement rural durable.

E.5 REFLEXIVITE SUR LES PRATIQUES DE RECHERCHE

L'équipe de recherche dont les compétences relèvent des sciences sociales est relativement homogène d'un point de vue disciplinaire. Le principal défi n'a donc pas consisté dans l'intégration disciplinaire mais dans la construction d'une démarche de recherche adaptée à l'objet d'étude, partagée par l'ensemble de l'équipe. Ce processus de co-construction a été facilité d'une part par l'élaboration d'un référentiel scientifique partagé sur le comparatisme (objet du deuxième séminaire du projet et du post-doc) et, d'autre part, par la construction de produits intermédiaires, tels que la grille comparative des trajectoires

nationales de développement (WP2), et la grille comparative des politiques rurales durables au niveau national (WP3).

E.6 BILAN ET SUIVI DES PERSONNELS RECRUTES EN CDD (HORS STAGIAIRES)

Ce tableau dresse le bilan du projet en termes de recrutement de personnels non permanents sur CDD ou assimilé. Renseigner une ligne par personne embauchée sur le projet quand l'embauche a été financée partiellement ou en totalité par l'aide de l'ANR et quand la contribution au projet a été d'une durée au moins égale à 3 mois, tous contrats confondus, l'aide de l'ANR pouvant ne représenter qu'une partie de la rémunération de la personne sur la durée de sa participation au projet.

Les stagiaires bénéficiant d'une convention de stage avec un établissement d'enseignement ne doivent pas être mentionnés.

Les données recueillies pourront faire l'objet d'une demande de mise à jour par l'ANR jusqu'à 5 ans après la fin du projet.

| Identification | | | | Avant le recrutement sur le projet | | | Recrutement sur le projet | | | | Après le projet | | | | |
|------------------------|------|--|------------------------------|---|-------------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|------------------------|-------------------------------------|
| Nom et prénom | Sexe | Adresse email (1) | Date des dernières nouvelles | Dernier diplôme obtenu au moment du recrutement | Lieu d'études (France, UE, hors UE) | Expérience prof. Antérieure, y compris post-docs (ans) | Partenaire ayant embauché la personne | Poste dans le projet (2) | Durée missions (mois) (3) | Date de fin de mission sur le projet | Devenir professionnel (4) | Type d'employeur (5) | Type d'emploi (6) | Lien au projet ANR (7) | Valorisation expérience (8) |
| Maître d'Hôtel, Elodie | FF | elodie.maitredhotel@cirad.fr | août 2010 | Thèse de doctorat | France | Post-doc Propocid | Gemdev | Post-doc | 6 mois | Dec. 2007 | CDI | CIRAD | Chercheur | Lien existant | Non directement en lien avec projet |

Aide pour le remplissage

- (1) **Adresse email** : indiquer une adresse email la plus pérenne possible
- (2) **Poste dans le projet** : post-doc, doctorant, ingénieur ou niveau ingénieur, technicien, vacataire, autre (préciser)
- (3) **Durée missions** : indiquer en mois la durée totale des missions (y compris celles non financées par l'ANR) effectuées sur le projet
- (4) **Devenir professionnel** : CDI, CDD, chef d'entreprise, encore sur le projet, post-doc France, post-doc étranger, étudiant, recherche d'emploi, sans nouvelles
- (5) **Type d'employeur** : enseignement et recherche publique, EPIC de recherche, grande entreprise, PME/TPE, création d'entreprise, autre public, autre privé, libéral, autre (préciser)
- (6) **Type d'emploi** : ingénieur, chercheur, enseignant-chercheur, cadre, technicien, autre (préciser)
- (7) **Lien au projet ANR** : préciser si l'employeur est ou non un partenaire du projet
- (8) **Valorisation expérience** : préciser si le poste occupé valorise l'expérience acquise pendant le projet.